



Quaker
Council for
European
Affairs

Histoires de la ligne de front

Faire entendre la voix des
communautés les plus touchées par
le militarisme et la crise climatique





Cette œuvre est mise à disposition sous licence **Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale Pas de Modification 4.0 International**. Pour voir une copie de cette licence, visitez <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/> ou écrivez à Creative Commons, PO Box 1866, Mountain View, CA 94042, USA.

Histoires de la ligne de front

Faire entendre la voix des
communautés les plus touchées par
le militarisme et la crise climatique

Première parution en mars 2023

Première parution en français en juin 2023

**Quaker
Council for
European
Affairs**

Square Ambiorix 50
1000 Bruxelles
Belgique

www.qcea.org

NO. D'ENTREPRISE 0420.346.728
REGISTRE DE TRANSPARENCE 3960234639-24

Remerciements

Ce projet a été coordonné par Saskia Basa. Nous sommes reconnaissants à Atiaf Alwazir et à Clémence Buchet-Couzy d'avoir fourni la vision créative et planté la graine de ce projet. Cette publication n'aurait pas été possible sans l'aide à la rédaction et à la recherche de Laëtizia Sédou (Réseau européen contre le commerce des armes), et sans la précieuse contribution de Maya Street (QUNO Genève), Linda Craig, Kate McNally, Jeremy Lester, Phillip Spencer et Tracey Martin. Nous remercions Céline Monnier et Dima Daibes pour leur aide à la transcription et à la traduction, ainsi que Dovile Bogusyte pour le travail d'édition et de conception de ce rapport.

Le QCEA remercie tous les protagonistes présentés dans cette publication pour leur travail et leur dévouement à des approches imaginatives, adaptées au niveau local et centrées sur l'être humain pour faire face à la crise climatique et écologique mondiale. Le monde peut tirer de précieux enseignements de leur quête inébranlable de justice climatique, alors qu'ils sont souvent confrontés à la répression et à des pertes personnelles en raison de leurs activités. Les cultures de résilience qu'ils ont développées face à la montée du militarisme et à la sécurisation de la crise climatique continuent d'inspirer notre travail.

L'équipe suivante, membres et sympathisants de l'Assemblée de France, a assuré la révision de la traduction de la publication originale, "Storytelling from the Frontlines": Jeremy Marnham, Aidan Coyle, Hadrien Thine, Dale Andrew, Sandrine Dumas-Grosjean, Yves Guilleus, Jean-François Cocteau.

A propos du rapport

Ce rapport présente un certain nombre de témoignages de personnes vivant en première ligne de la crise climatique et subissant les politiques militaristes. Inspiré par la pratique quaker de la narration, le rapport cherche à amplifier les voix des communautés les plus touchées et les traditions de résilience qu'elles construisent par nécessité. Leurs expériences mettent en évidence les liens qui existent entre le militarisme, le climat et les questions environnementales dans le monde entier. Elles démontrent également le rôle crucial que jouent la créativité et l'imagination dans le rétablissement de nos relations les uns avec les autres et avec la nature, et dans la recherche de solutions climatiques adaptées aux besoins locaux.

À propos du QCEA

Le Conseil Quaker pour les affaires européennes (QCEA) est une organisation non gouvernementale basée à Bruxelles et fondée en 1979 avec pour mission d'apporter une vision de paix, de justice et d'égalité à l'Europe et à ses institutions. Inspiré par l'expérience et l'engagement des quakers en faveur de la paix et de la durabilité, le QCEA plaide en faveur d'approches non violentes et non militaires de la résolution des conflits. Le travail du QCEA est ancré dans la conscience que la



crise climatique nous oblige à agir en tant que gardiens du monde naturel, en nous engageant dans une transformation sociale profonde qui reconnaît l'égalité intrinsèque de toutes les personnes partout dans le monde. Le QCEA cherche à soutenir les réponses à la crise climatique basées sur les droits de l'homme et la justice, et à les intégrer dans les efforts menés par l'UE, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières.

Table des matières

	page
1 Raconter : Pourquoi et comment ?	6
2 Yara Hasan : Planter des graines d'espoir dans les territoires occupés	12
3 Cristóbal Pop : Un écosystème lacustre pollué, une communauté indigène criminalisée	16
4 Tateh Lehbib : Maisons (é)co-construites pour une population déplacée	20
5 Tiara R. Na'puti : Une communauté insulaire sous l'emprise d'intérêts militaires étrangers	24
6 Collectif Vietnam Dioxine : Mener la lutte pour la reconnaissance de l'écocide	28
7 La ZAD vue par le Laboratoire d'imagination insurrectionnelle : Résister à l'accaparement des terres par l'État et les entreprises grâce à l'expérimentation créative	32
8 Conclusion	36
9 Éléments de réflexion	37
10 Annexe	38

Raconter : Pourquoi et comment ?

Les histoires sont la matière première qui constitue la vie politique et sociale des êtres humains. En suscitant l'émotion et en mobilisant l'empathie, elles définissent la compréhension individuelle et collective du monde et façonnent l'interprétation des événements actuels et futurs. Si les décisions politiques doivent reposer sur une base empirique solide, les évaluations scientifiques ne peuvent pas rendre compte de toutes les connexions et interdépendances complexes sur lesquelles reposent nos sociétés, ni des expériences subjectives des personnes touchées par les politiques. La narration peut combler cette lacune, en tirant des leçons importantes, en donnant un sens et une orientation à l'expérience vécue par des communautés du monde entier.

Les quakers ont toujours accordé une importance particulière aux traditions orales dans le cadre de leur pratique spirituelle. Les composantes essentielles de la foi reposent sur la transmission orale, y compris les anecdotes et les histoires qui ont été transmises de génération en génération. Les histoires sont partagées en tant que ministère et sont régulièrement diffusées comme un moyen de réfléchir à la diversité des voix, d'arbitrer les différentes interprétations et d'encourager la communauté. Comme le souligne l'Assemblée annuelle du Pacifique, "Les histoires peuvent enseigner en douceur, mais l'apprentissage est durable".¹

Nombre d'entre nous sont exposés quotidiennement à des récits décousus, à des histoires et à des images de bateaux gonflables, de villes réduites à l'état de ruines et d'écosystèmes en train de s'effondrer.

La surcharge d'informations peut également nous désensibiliser, nous désengager et nous rendre apathiques. Dans ce contexte, la narration peut être un moyen précieux d'interrompre la dynamique de la saturation de l'information et d'aborder les problèmes de manière plus significative, au-delà des phrases-choc simplistes ou des titres accrocheurs.

Cibler les communautés les plus touchées

Cibler, élever, faire confiance, amplifier, valoriser, affirmer, soutenir. Telles sont les intentions que nous souhaitons honorer lorsque nous explorons les approches visant à faire entendre les voix des communautés les plus touchées par les politiques militaristes et néfastes pour l'environnement. Les histoires suivantes montrent l'étendue et la complexité des dommages environnementaux associés au militarisme, mais aussi les obstacles que les politiques militaristes et sécuritaires posent aux communautés qui agissent en tant que gardiennes du monde naturel tout en essayant de trouver les meilleures solutions à leurs besoins.

Il existe un horizon de possibilités qui se matérialise lorsque les communautés trouvent l'espace, les ressources et l'organisation nécessaires à la recherche de leurs propres solutions et à la création de leur propre avenir. Cette compilation d'histoires montre l'urgence avec laquelle les gouvernements, les groupes et les individus doivent soutenir les réponses locales à la crise climatique et environnementale, loin de la logique du militarisme et de la sécurisation.

“ Les histoires peuvent enseigner en douceur, mais l'apprentissage est durable ”



¹ Pacific Yearly Meeting 'Stories Take Us Deeper', disponible ici.

Protagonistes en première ligne

La sélection des narrateurs n'est pas exhaustive mais donne un aperçu des problèmes. Lors de la sélection des études de cas, nous avons veillé à maintenir un équilibre raisonnable sur le plan thématique, géographique, de l'âge et du genre.

Laboratoire d'imagination insurrectionnelle

- 📍 ZAD, Notre-Dame-des-Landes, France
- 🤝 Mouvement social, préservation des écosystèmes, résistance créative



Tateh Lehbib

- 📍 Camps de réfugiés sahraouis, Algérie
- 🤝 Logement durable, résilience communautaire, innovation sociale



Yara Hasan

- 📍 Bil'in, Palestine
- 🤝 Souveraineté alimentaire, agriculture soutenue par la communauté, éducation

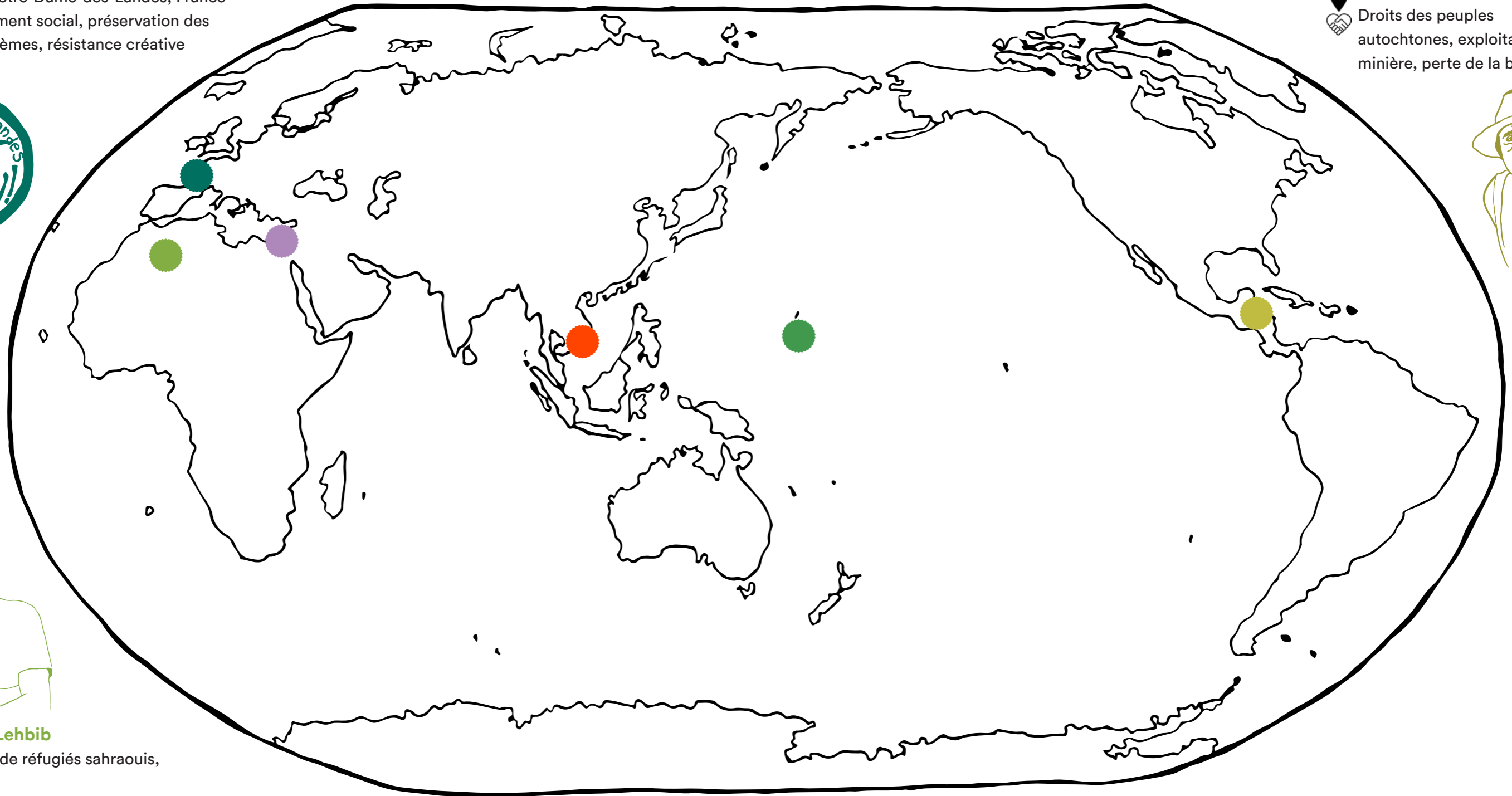


Tiara R. Na'puti

- 📍 Guåhan, Îles Mariannes
- 🤝 Éducation politique, droits des peuples autochtones, sécurisation du climat

Cristóbal Pop

- 📍 El Estor, Izabal, Guatemala
- 🤝 Droits des peuples autochtones, exploitation minière, perte de la biodiversité



Collectif Vietnam Dioxine

- 📍 Viêt Nam/France
- 🤝 Reconnaissance de l'écocide, mouvement social, droits des victimes

☆ Note sur la résilience

Dans ce rapport, le terme résilience a été utilisé pour décrire l'ingéniosité dont les gens font preuve lorsqu'ils sont confrontés à de nouveaux défis découlant de circonstances changeantes. Si la résilience doit être valorisée, elle n'exonère pas les acteurs étatiques et les entreprises de leur responsabilité. La résilience peut aider les communautés à faire face aux effets de la crise climatique, mais elle n'englobe pas tout le spectre des actions nécessaires pour s'attaquer aux causes profondes de la crise climatique et de ses conséquences. Pour trouver le bon équilibre, les cadres politiques devraient reconnaître les problèmes structurels et systémiques en jeu, tout en reconnaissant l'effet positif et le rôle des communautés dans l'atténuation des impacts de la crise climatique et environnementale.

En gardant cela à l'esprit, les acteurs extérieurs peuvent soutenir la résilience au niveau communautaire en s'appuyant sur ce que les gens font déjà, plutôt que d'importer des solutions toutes faites souvent chargées de préjugés et éloignées des besoins, des réalités et des attentes locales. En bref, l'appropriation locale est au cœur d'une réponse et d'une action efficaces, garantissant que les efforts peuvent être maintenus dans le temps et ne génèrent pas de nouveaux griefs ou n'exacerbent pas les tensions existantes.

☆ Note sur la transcription

Cette publication est le résultat d'entretiens menés entre octobre 2021 et mai 2022. Les narrateurs sont des personnes aux vies personnelles et aux luttes complexes, qui habitent des écosystèmes culturels et linguistiques divers.

L'objectif de cette publication est d'amplifier leurs voix et de laisser les histoires parler d'elles-mêmes. Afin d'honorer cet objectif et dans l'espoir de rester aussi fidèle que possible à l'histoire transmise, nous avons reproduit les mots tels qu'ils ont été prononcés au cours des entretiens. Des crochets ont été utilisés avec parcimonie pour améliorer la lisibilité, ainsi que des notes de bas de page contenant quelques informations supplémentaires pour situer le contexte. L'ordre dans lequel les idées ont été racontées a été légèrement modifié dans certains cas, en accord avec le narrateur.



Comment pouvez-vous utiliser ces histoires ?

La narration peut permettre l'expression de voix et de récits qui sont laissés de côté ou négligés par les récits traditionnels, en apportant une perspective humaine sur des questions complexes, nuancées et qui se recoupent. Nous encourageons les lecteurs à :

Raviver la pratique de la narration dans vos propres communautés en organisant des séances de partage d'histoires d'une manière aussi inclusive que possible et en incorporant des voix diverses provenant de différents milieux.

Diffuser et porter ces histoires à l'attention des décideurs politiques engagés dans la politique climatique, étrangère, et de sécurité, afin de tenter d'apporter une perspective plus nuancée sur le militarisme, le climat et ses intersections, et la façon dont ils se manifestent dans la vie quotidienne des communautés à travers le monde.

Revisiter leurs propres traditions orales qui soutiennent l'écoute en tant que moteur de changement et de transformation sociale.



Yara Hasan

Planter des graines d'espoir dans les territoires occupés

Yara, c'est moi. Je suis née et j'ai grandi à Jérusalem jusqu'à l'âge de 18 ans, et je vis toujours dans cette ville. J'ai été élevée dans une famille de classe moyenne, j'ai fréquenté une école privée, puis je suis partie en Espagne pour y faire ma licence. J'ai bénéficié d'une bourse de natation pour m'entraîner en vue des Jeux olympiques : Je représentais la Palestine. (...) Le début de ma vie d'agricultrice a commencé par un cours de permaculture. La permaculture, c'est l'agriculture permanente et l'agriculture naturelle : comment concevoir sa ferme de manière à ce qu'elle devienne un cercle (...). J'ai donc commencé à suivre un cours pendant deux semaines et j'ai été époustoufflée. Pour la première fois, je me suis dit : c'est ce que je veux faire et apprendre. J'ai donc pris la décision de quitter mon emploi et de retourner en Espagne (...) pour faire du bénévolat dans des fermes et me familiariser avec les forêts nourricières, l'agriculture naturelle et l'éco-construction. Puis je suis revenue en Palestine et j'ai participé à un travail de recherche sur les plantes, notamment les plantes locales en Palestine. En 2018, j'ai rejoint la ferme.

La ferme Om Sleiman : l'histoire

Mohammed [l'un des cofondateurs de la ferme] était originaire de Gaza. Il (...) s'est rendu aux États-Unis pour étudier l'agriculture biologique et est venu en Cisjordanie pour essayer d'entrer à Gaza. Il est entré en Cisjordanie par erreur, mais n'a pas pu se rendre à Gaza. Parce qu'il était né à Gaza, il n'était pas censé y entrer. Il est donc resté bloqué en Cisjordanie pendant un an. Pendant cette période, il a rencontré Muhab, l'autre cofondateur, originaire de Jérusalem. Muhab avait une auberge à Ramallah et lorsqu'il a rencontré Mohammed, [ils] ont commencé à parler des jeunes, du chômage, de la situation économique, de la politique, de l'agriculture... Mohammed a convaincu Muhab qu'ils devraient créer une ferme. Ils ont donc commencé à chercher des terres, car elles sont très chères ici. (...) Ils ont rencontré le propriétaire, Abu Alaa Mansour, qui leur a donné [sic] la terre à utiliser pendant cinq ans sans rien en retour. Il aimait le projet, il aimait la motivation, l'idée de conserver les semences, de travailler avec d'autres agriculteurs, etc. Bien

“ Ce projet n'appartient ni au propriétaire, ni à moi, ni à Muhab, ni aux gens qui (travaillent ici)... il est pour tout le monde. ”

sûr, la terre était (...) complètement appauvrie. (...) Elle fait environ 1,5 hectares, mais nous la travaillons lentement, pour qu'elle se régénère. Nous appliquons ici un modèle soutenu par la communauté, qui met en relation les agriculteurs et les consommateurs. Les gens s'inscrivent pour la saison, ils paient à l'avance et reçoivent un panier hebdomadaire de ce que nous avons à la ferme.

Bil'in : Une terre militarisée, sans eau, et un centre de résistance

Bil'in² s'appelle Bil'in parce qu'il n'y a pas d'eau. [Bil'in signifie] Bala (sans) 'in (source). (...) Il fait très sec. (...) C'est un défi, mais c'est aussi [une opportunité] de transformer des endroits en terres luxuriantes et productives. (...) Bil'in est connue pour sa résistance populaire. Le gouvernement israélien a confisqué 60 % des terres du village pour construire la colonie Modi'in [également appelée Modi'in Illit, une colonie construite sur les terres de cinq villages palestiniens : Ni'lin, Kharbata, Saffa, Bil'in et Dir Qadis]. (...) Avant de construire le mur de béton, ils ont installé une clôture (...), et les gens ont commencé à protester. (...) Ils ont réussi à faire reculer le mur devant le tribunal et à récupérer 30 % des terres. L'endroit où se trouve la ferme fait donc partie des terres libérées. (...) C'est pourquoi nous sommes très proches du mur et de la colonie, car nous nous trouvons dans la dernière partie des terres qui ont été reprises. Elle se trouve également dans la zone C ; (...) la zone C correspond généralement aux terres proches du mur et des colonies, ou des centres de population israéliens. Elle est très spécifique parce qu'elle [constitue]

2 Bil'in est un village palestinien situé à 20 km à l'ouest de Ramallah.

62 % de toute la superficie de la Cisjordanie.³ Il s'agit principalement de terres agricoles, donc d'endroits où l'on ne peut construire aucune structure, ni même une clôture ou une serre. Vous ne pouvez pas avoir de puits pour (...) collecter l'eau de pluie. En gros, on ne peut rien y faire. (...) L'emplacement de la ferme a été choisi non pas parce qu'il est magnifiquement luxuriant et plein de rivières. Il s'agit principalement d'une décision symbolique. (...) Si l'on peut

prouver que l'on peut faire quelque chose ici, il sera facile de reproduire le modèle dans des endroits plus faciles : dans des environnements meilleurs, plus faciles, plus verts ou moins durs.

La première année, lorsqu'ils [les collègues] ont installé la serre, les Israéliens leur ont ordonné d'arrêter de construire. En général, cet ordre est suivi d'un ordre de démolition, mais nous n'avons pas eu de nouvelles [après] cela. La démolition est toujours une menace, bien sûr. Nos toilettes sèches ont une structure, notre abri pour les outils aussi... on ne peut pas être ici sans structure. (...) Nous construisons des structures parce que nous en avons besoin, parce que nous pensons que c'est notre droit et qu'à tout moment, à Dieu ne plaise, s'ils les démolissent, nous les construirons de nouveau. (...) [Nous remettons] en question ces restrictions d'une certaine manière. (...) Et si quelque chose se produit, nous pensons disposer d'un très bon système de soutien en tant que ferme ou en tant que projet. (...) Nous pensons également que nous ne sommes pas seuls et que ce projet n'appartient ni au propriétaire,

3 Les accords d'Oslo ont établi une démarcation territoriale divisant la Cisjordanie en trois zones : La zone A (18%), la zone B (22%) et la zone C (60%). La zone A comprend les territoires où l'Autorité palestinienne administre les questions civiles et de sécurité, tandis que dans la zone B, l'Autorité palestinienne n'administre que les questions civiles. Israël conserve le contrôle total des territoires de la zone C, qui comprend toutes les colonies israéliennes et les deux tiers des terres agricoles fertiles de Cisjordanie. Un rapport produit dans le cadre de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement a conclu que "sans accès à la zone C, une reprise durable des secteurs agricoles palestiniens n'est pas concevable". CNUCED (2015) "Le secteur agricole palestinien assiégé", disponible ici.

ni à moi, ni à Muhab, ni aux gens qui [travaillent ici]... il est pour tout le monde : tous ceux qui travaillent, tous ceux qui prennent les légumes, tous ceux qui se considèrent comme faisant partie de ce projet. Et avec ce sentiment, on ne s'inquiète pas, je pense, de ce qu'ils vont faire ou de leurs menaces.

Militarisme, crise climatique et occupation

Tous les habitants de la Palestine ne sont pas conscients qu'il existe une chose appelée changement climatique qui affecte nos vies, qui affectera notre génération future, nos enfants. Mais bien sûr, nous sommes conscients des effets de l'occupation sur notre environnement et nos ressources, de la façon

dont ils ont pris les terres les plus fertiles pour construire le mur, de la façon dont ils contrôlent nos besoins de base. Pour moi, c'est cela la justice : pouvoir bénéficier d'un accès égal aux ressources naturelles, à sa terre, à ses arbres, les récolter, les irriguer, sans avoir à se soucier des besoins essentiels de sa vie. (...) Et d'avoir l'égalité. Chaque jour, il y a une construction constante [dans la colonie voisine] et il y a trois

nouvelles constructions tous les deux mois. (...) Vous voyez comment nous vivons et comment ils vivent. Comment les ressources sont disponibles pour nous, [comment elles sont disponibles] pour eux et ce qu'ils font avec ces ressources. (...) En tant que Palestiniens, nous sommes conscients de l'impact de l'occupation sur l'environnement (...). Nous savons aussi qu'il nous manque les éléments de base pour mener une vie normale. (...) Nous sommes conscients mais nous n'avons pas [les connaissances] sur le changement climatique (...). [Les Palestiniens plantent des arbres parce que les colons les brûlent, et non parce qu'ils luttent contre le changement climatique. Les gens nettoient l'eau parce qu'ils veulent la boire. Je pense que [le changement climatique] est présent dans nos vies : Il est présent

indirectement.

Agriculture régénératrice et éducation à l'environnement

À l'origine, les Palestiniens sont des agriculteurs depuis toujours et ils se nourrissent de la terre. Ce n'est que (...) dans les années 60 que les pesticides et les produits chimiques ont commencé à être introduits avec la formation de l'occupation. Ils ont commencé à donner des semences aux gens, à leur donner des pulvérisateurs et à leur dire comment planter. Ils leur disaient qu'ils pouvaient gagner plus d'argent avec ceci, qu'ils pouvaient gagner plus d'argent avec cela. Et les gens ont commencé à

“ Pour moi, c'est cela la justice : pouvoir bénéficier d'un accès égal aux ressources naturelles, à sa terre, à ses arbres, les récolter, les irriguer, sans avoir à se soucier des besoins essentiels de sa vie. (...) Et d'avoir l'égalité. ”

s'éloigner de la manière traditionnelle de cultiver. Au lieu de planter 20 cultures différentes sur un même terrain, on plante une monoculture, un seul type, on le pulvérise et l'année suivante, il faut le pulvériser encore, et l'année suivante, il faut le pulvériser encore, jusqu'à ce qu'il ne puisse plus produire.

Le problème des consommateurs ou des gens, c'est qu'ils comparent. Ils comparent les prix des produits biologiques avec ce qu'ils voient sur le marché. (...) Il n'y a rien à comparer et on ne peut pas considérer que c'est la même chose. D'un point de vue nutritionnel, le temps de travail, les heures, les intrants, les connaissances, tout cela n'est pas comparable. Je pense que les gens (...) ne savent pas à quel point les produits qu'ils achètent sur les



marchés sont infestés, ils (...) pensent toujours que les légumes proviennent de petits agriculteurs, et non de grandes exploitations de monoculture pleines de pesticides.

Nous essayons de changer le comportement du consommateur avec notre modèle [agriculture soutenue par la communauté]. Dans notre modèle, vous ne pouvez pas choisir ce que vous voulez dans votre panier, vous leur donnez un panier avec ce que nous avons à la ferme (...) Ils ne peuvent pas manger quelque chose qui n'est pas de saison. Les gens nous demandent pourquoi ils n'ont pas de tomates en décembre et nous devons revenir à l'essentiel : les tomates ne poussent pas en hiver, donc si vous achetez des tomates, elles sont soit plantées dans un environnement contrôlé à grande échelle, soit importées (...) Je pense donc que c'est vraiment passionnant (...) que nous soyons toujours en communication avec les membres. On les voit lorsqu'ils viennent chercher leurs légumes, on leur explique. (...) Si les gens demandent des produits plus sains, biologiques et locaux, le mouvement local commencera à se développer. Parce que c'est la demande qui contrôle ce que les agriculteurs plantent.



Les graines de l'espoir

Avec tous nos intrants, nous sommes confrontés à de nombreux défis car, en général, l'agriculteur ne doit pas s'inquiéter de savoir où trouver les semences, le compost et la paille pour couvrir le sol. Il faut des institutions plus importantes (...) [telles que] le ministère de l'agriculture pour s'assurer que ces types de ressources sont disponibles. En

ce qui concerne les semences, nous essayons de conserver nos propres semences, mais ce n'est pas toujours possible parce qu'il faut les garder dans le sol pendant une période plus longue (...) et qu'il faut le bon équipement pour les retirer de la plante et les conserver dans un congélateur ou un réfrigérateur. Nous essayons donc de faire le maximum, mais nous recevons aussi beaucoup de semences de l'étranger. (...) Il existe une organisation qui produit des semences traditionnelles et chaque année, nous faisons une demande et nous prenons et achetons des semences auprès d'elle. (...) Il faut faire de son mieux et essayer d'être le plus local et le plus durable possible, mais il faut parfois prendre des décisions avec lesquelles on n'est pas à l'aise parce qu'on veut que les gens mangent sainement et qu'on veut que le projet continue.

Ce qui me donne de l'espoir, c'est de voir le projet se poursuivre. (...) Ce qui me donne de l'espoir, c'est quand les gens viennent nous rendre visite et disent "wow". Quand les membres sont si heureux de leur panier et qu'ils l'apprécient (...), mais aussi quand je vois des photos de la ferme il y a cinq ans ou des arbres, à quel point ils sont luxuriants et verts. Et maintenant [en automne], quand vous voyez tout ce qui est vert et que les gens s'inscrivent. (...) C'est à ce moment-là que l'on est au sommet du monde et que l'on voit la valeur de ce que l'on fait. Vous voyez que la terre vous rend la pareille et que tous les efforts que vous déployez sont récompensés. (...) Je pense que cela me donne de l'espoir, et le fait de voir plus de jeunes gens qui veulent venir se porter volontaires, apprendre et faire partie du projet.

Pour en savoir plus :

-  Suivez les activités de la ferme Om Sleiman sur Facebook ou Instagram.
-  Vice (12 juillet 2018) "Farming as Resistance: Reviving Indigenous Agricultural Practices in Palestine", disponible [ici](#).
-  Al-Jazeera (15 février 2019) "Working towards food sovereignty in Palestine", disponible [ici](#).
-  CounterPunch (27 mai 2022) "How Small Farms Are Reclaiming Culture in Palestine", disponible [ici](#).



Cristóbal Pop

Pollution de l'écosystème d'un lac, criminalisation d'une communauté indigène

Je m'appelle Cristóbal Pop et je représente le Gremial de Pescadores [Syndicat des pêcheurs] de la municipalité d'el Estor, Izabal [au Guatemala]. Le Gremial de Pescadores a vu le jour en 2017 à la suite d'un événement survenu dans le lac : l'apparition d'une tache rouge qui a suscité l'inquiétude de la corporation des pêcheurs de la municipalité d'Estor. Jamais auparavant dans l'histoire, une telle situation ne s'était produite. Avant l'apparition de la tache rouge, nous avons assisté à la mort de lamantins, de tortues, de lézards et de poissons. Mais personne ne connaissait l'origine de ce phénomène.

Une catastrophe environnementale causée par l'activité minière

En 2016, (...) une chaudière a explosé dans la mine. Et comme la mine est très proche du lac, elle a un "tinel", un endroit où [la mine] est alimentée par le lac et en même temps elle a une autre sortie qui se déverse dans le lac. Lorsque cette chaudière

a explosé, tout le liquide utilisé pour traiter le matériau est tombé dans le lac. Dans cette enquête, nous devons voir pourquoi les lamantins, les tortues et les lézards étaient morts. Nous avons été les premiers touchés, sans nous rendre compte de ce qui se passait et sans que personne ne s'intéresse à l'enquête. (...)

Le gouvernement municipal et l'État du Guatemala n'ont jamais voulu nous donner le rapport de ce qui se passait. Nous avons donc prélevé des échantillons (...) et les collègues eux-mêmes les ont envoyés dans des pays comme l'Allemagne et le Mexique. Les échantillons prélevés nous ont permis de découvrir que la pollution était due à des métaux lourds : Il a été confirmé que le matériel provenant de l'entreprise était la source de la pollution. Nous avons donc été pratiquement obligés de demander au ministère de l'environnement de prendre des mesures à ce sujet, car il était très dangereux [pour

la mine] de continuer à [polluer] le lac. Comme le lac est destiné à l'usage public, et pas seulement au Gremial de Pescadores, mais aussi à tout le monde, (...) c'était un vrai danger.

L'expression des préoccupations des autochtones par le biais d'un syndicat de pêcheurs

Donc en mars 2017 on s'est organisé ; (...) on était quatre personnes à aller à la municipalité pour demander au maire, au chef de mairie, de nous expliquer ce qu'ils faisaient, s'ils se sentaient concernés, s'ils prenaient des échantillons de ce qui se passait. Le 7 avril [2017], (...) le maire et le conseil environnemental nous ont dit qu'ils avaient déjà pris en compte ce qui se passait, qu'ils avaient pris des échantillons du lac et qu'ils les avaient envoyés à un laboratoire et que bientôt nous allions avoir une réponse. Mais la réponse qu'ils nous ont donnée était insuffisante. Ils nous ont dit que nous ne pouvions pas participer au groupe de consultation de la société civile en tant que quatre associations : nous devons former un Gremial pour qu'une ou deux personnes seulement nous représentent au sein du conseil. C'est ainsi qu'est né le Gremial de Pescadores. L'assemblée, les quatre organisations m'ont élu président du Gremial de Pescadores.

Les cultures indigènes menacées par la disparition des écosystèmes

En tant que peuples indigènes, nous avons notre propre culture.⁴ Actuellement, il y a des montagnes qui ont été rasées là où se déroulaient les cérémonies, ce que nous appelons "mayahack". Et ce qui est le plus inquiétant, ce sont les sources d'eau qui alimentent

4 Cristobal appartient à la communauté indigène maya Q'eqchi', dont les terres ancestrales sont principalement situées dans le nord du Guatemala.

le centre urbain ; elles sont en train de disparaître dans leur totalité. C'est ce qui nous préoccupe le plus, car les gens souffrent tous les jours. Nous sommes très inquiets parce que personne, ni même l'État, malgré tout ce que nous avons fait et les efforts pour plaider notre cause, personne n'a pu arrêter cela et ils continuent (...) à raser les montagnes, des montagnes où nos grands-parents nous ont enseigné toute notre culture et notre tradition. (...)

La tendance ne change pas et ne se rétablira pas. Les montagnes ne sont pas moins importantes que les sources et les eaux que nous consommons en tant que peuple autochtone. C'est inquiétant pour nous. Et aussi pour les communautés, par exemple, les [communautés] qui sèment de la cardamome et d'autres cultures. Elles ont subi des pertes (...) parce que l'entreprise continue (...) d'opérer et que toutes les matières toxiques qui sortent de la cheminée tombent directement dans les communautés. Nous sommes directement exposés à de nombreuses maladies et à la pollution à cause de la poussière rouge qui sort de la cheminée, qui tombe sur les communautés, [s'infiltrer] dans les sources d'eau. Ce que l'entreprise a fait dans notre municipalité est tout à fait regrettable. (...) Nous avons fait de grands sacrifices, nous avons fait des efforts, mais à ce jour, nous n'avons pas réussi à l'arrêter. Et nous continuons à résister, [alors qu'ils continuent] à tout détruire sur leur passage.

“ Nous sommes directement exposés à de nombreuses maladies et à la pollution à cause de la poussière rouge qui sort de la cheminée, qui tombe sur les communautés, (s'infiltrer) dans les sources d'eau. ”

“ Ce qui nous motive, c’est de toujours penser à ce qui se passera dans un avenir pas si lointain : l’avenir de nos enfants. ”

Criminalisation et réponses militarisées

La situation que l’État guatémaltèque a créée, en instaurant un état de siège (Estado de Sitio) et un état de précautions (Estado de Prevenciones), est une manière de provoquer un choc psychologique, non seulement pour nous, mais aussi pour notre famille. (...) En d’autres termes, (...) la réponse de l’État guatémaltèque est d’envoyer ces personnes, ces autorités, pour que nous, en tant que peuple, ne puissions pas revendiquer notre voix, ne puissions pas revendiquer nos droits. Et c’est aussi quelque chose de très regrettable parce que tout au long de 2018, 2019, 2020, 2021, il y a eu trois ou quatre états de siège (Estado de Sitio), plus un état de précautions (Estado de Prevenciones), et cela a renforcé le pouvoir de l’entreprise et non celui du peuple. (...) Cela a vraiment changé nos vies. Elle a propagé la peur. Mais malgré cela, nous continuons à aller de l’avant (...).

Au Guatemala, un défenseur a toujours été criminalisé, emprisonné ou tué. (...) Nous sommes exposés à tout ce qui peut arriver. Cela (...) affecte beaucoup notre vie familiale sur le plan émotionnel et économique. En 2017, nous avons vécu la mort de Carlos Maaz, qui a été directement causée par la police qui l’a assassiné.⁵ Nous avons porté plainte, notamment pour l’exhumation de notre collègue. Et

⁵ Carlos Maaz est décédé au cours d’une vague de protestations violemment réprimée par la police nationale et qui a conduit à la criminalisation de nombreux dirigeants locaux et journalistes. La Cour constitutionnelle du Guatemala a suspendu les opérations du projet jusqu’à ce qu’un processus de consultation structuré soit achevé. Les communautés locales ont déclaré que la consultation n’avait pas été satisfaisante et infructueuse jusqu’à présent.

à ce jour, il n’y a aucune avancée. (...) Tout est lié à la protection de l’entreprise. Nous avons perdu la vie de notre collègue, depuis 2017 et à ce jour quand nous agissons, quand nous résistons, les autorités viennent. Elles sont envoyées pour réprimer le peuple.

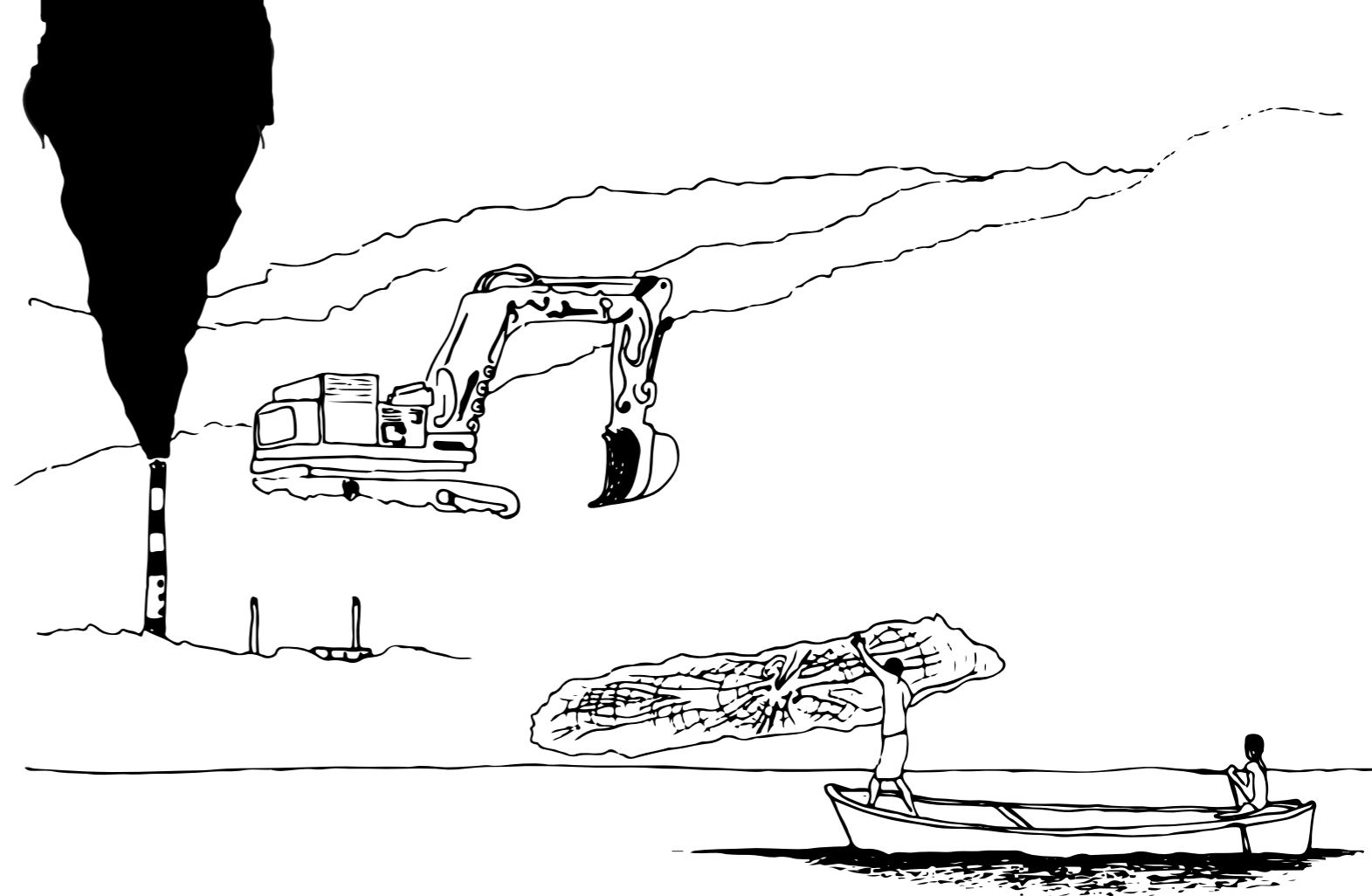
La répression se poursuit encore aujourd’hui. La résistance de 20 jours que nous avons menée en 2021 en est un bon exemple. Ils envoient un grand nombre de

régiments de l’armée, des J8⁶, des hélicoptères, des garde-côtes, des vedettes rapides. En d’autres termes, nous sommes pratiquement traités comme des terroristes ou des trafiquants de drogue, alors qu’en réalité nous revendiquons nos droits. (...) Alors, que reste-t-il au peuple ? Résister, opposer une résistance. Mais l’État guatémaltèque intervient et au lieu de soutenir et d’écouter nos demandes, il finit par nous criminaliser, comme ce que j’ai subi. J’ai été emprisonné pour m’être défendu, pour avoir insisté, pour avoir exigé la justice. Plusieurs d’entre nous ont été emprisonnés pour le simple fait de défendre le territoire et l’environnement. Je suis toujours en attente de mon procès, je suis assigné à résidence, et je n’ai été libéré qu’avec une caution de 40 000 quetzals. (...) Tous les 15 jours, je dois aller signer. Lorsque nous tenons des réunions, nous avons vu apparaître des patrouilles armées pour nous intimider. Notre histoire est donc assez triste, mais Dieu nous a aidés jusqu’à présent et nous continuons à nous battre. Nous espérons présenter le cas à la Cour interaméricaine [des droits de l’homme] (...) et grâce à la sensibilisation et à la collaboration, nous pourrions progresser.

Une lutte pour les droits des prochaines générations

Ce qui nous motive, c’est de toujours penser à ce qui se passera dans un avenir pas si lointain : l’avenir de nos enfants. J’ai eu l’occasion de voir une belle montagne, de voir les espèces et les animaux. J’ai eu l’occasion de voir la paix et la tranquillité,

⁶ Le J8 est un véhicule tactique léger utilisé par les patrouilles militaires.



suffisamment d’eau. Aujourd’hui et tous les jours, il y a une pénurie et il n’y a aucun moyen d’y remédier. Je pense au lac que j’ai connu lorsque j’ai commencé à pêcher à l’âge de 12 ans. Il était très beau, mais qu’arrivera-t-il, par exemple, à ma fille et à mes trois garçons ? Avec le temps, ils n’auront plus cette possibilité. (...)

Je me souviens du jour où je suis arrivé à une cérémonie sur la montagne. Cette montagne n’existe plus, elle a été détruite. Nous avons eu une cérémonie où j’ai juré, nous avons juré (...) fidélité à Mère Nature. J’ai juré que si je devais me sacrifier, je le ferais pour mes enfants. Si je devais me sacrifier, je le ferais. Parce qu’il était nécessaire de la défendre et de voir la tristesse générée par la destruction de tout ce qui est beau.

Chacun d’entre nous [au sein du conseil d’administration du Gremial] a pris cet engagement ; (...) [nous savions que] si nous ne continuions pas, cela reviendrait à donner un avantage à des personnes corrompues. Nous savons que le risque est énorme, qu’à tout moment il peut affecter notre famille, nos fils, nos filles. Mais nous pensons

que c’est nécessaire. (...) Nous pensons toujours à l’avenir que nos enfants ont perdu. C’est ce qui nous motive, ce qui nous donne la force de continuer à nous battre. Nous ne voulons pas voir l’avenir de nos enfants comme un désert, comme un endroit rempli de maladies.

Pour en savoir plus :

- 🌊 Festivales Solidarios (26 août 2018) “Soy Cristóbal Pop y esta es mi historia” (en espagnol).
- 🌊 The Intercept (27 mars 2022) “The Hidden Story of a Notorious Guatemalan Nickel Mine”.
- 🌊 Alianza por la Solidaridad – Actionaid (23 juin 2022) “Cristóbal Pop: Continúa la persecución a líderes indígenas en Guatemala” (en espagnol).
- 🌊 Suivez et soutenez la campagne #LibertadVocesLago



Tateh Lehbib

Maisons (é)co-construites pour une population déplacée

Je m'appelle Tateh Lehbib, j'ai 32 ans et je vis dans les camps de réfugiés sahraouis dans le sud-ouest de l'Algérie. J'ai grandi dans des camps de réfugiés. Je suis architecte et je conçois des maisons pour les réfugiés afin d'atténuer les souffrances dans les camps de réfugiés. Je recherche des modèles simples qui s'adaptent au climat du désert sahraoui. C'est ma profession.

Maisons en bouteilles plastiques dans le désert : un projet mené par la communauté

Les bâtiments et les maisons des camps de réfugiés sont construits avec de la boue et des plaques de zinc, dans le désert, dans une région considérée comme ayant l'un des climats les plus rudes au monde. (...) J'ai eu la chance d'étudier les énergies renouvelables en Algérie et de participer au programme Erasmus Mundus financé par l'Union Européenne pour étudier l'énergie écologiquement durable. Lorsque j'étudiais à l'université en 2015, il y a eu une inondation dans les camps, qui a détruit beaucoup de maisons. L'une d'entre elles était celle de ma grand-mère. J'ai alors eu une idée. L'idée

était (...) de trouver un modèle de construction alternatif adapté aux climats désertiques.

À mon retour au camp, j'ai commencé à réfléchir à la manière d'appliquer les résultats de mes recherches. La première idée de la thèse était de construire des maisons en boue en suivant les systèmes vernaculaires nubiens utilisés en Égypte et au Soudan. (...) [Cependant,] j'ai commencé à rencontrer des obstacles. (...) C'est alors que j'ai commencé à collecter des bouteilles en plastique et à les remplir de sable (...) et que j'ai demandé s'il était possible de construire des maisons avec ces bouteilles. J'avais déjà vu cela ailleurs, en Inde, en Afrique et en Amérique latine. J'ai alors dit qu'au lieu de jeter les bouteilles en plastique, j'allais essayer de construire la première maison, celle de ma grand-mère, avec des bouteilles en plastique remplies de sable, et de la construire de manière à ce qu'elle soit fraîche, et j'ai construit la première maison pour ma grand-mère. C'est ainsi que le projet a démarré.

C'était une idée folle, même pour les membres de

ma famille, en particulier pour ma mère. Lorsqu'elle me voyait ramasser des bouteilles en plastique et les ramener à la maison, ma mère me demandait : « Qu'est-ce que tu fais ? Es-tu fou ? » (...) Ma grand-mère était très solidaire, elle me soutient dans tout ce que je fais, même si c'est faux, elle m'encourage toujours. Cependant, lorsque les autres ont commencé à voir les résultats, et lorsque j'ai commencé à publier des informations sur le projet sur les réseaux sociaux, ils ont commencé à venir me voir avec des bouteilles en plastique, à les remplir de sable, à m'aider dans la construction. (...) Pourtant, au début, ils m'ont pris pour un fou.

Le diamètre de la première maison n'était que de 4 mètres, et il a fallu 5000 bouteilles en plastique pour la construire. Ramasser 5000 bouteilles en plastique prend une semaine. (...) Le plus difficile est de les remplir de sable. Cela prend plus de temps et il faut un groupe de personnes pour y parvenir. Cela prend une ou deux semaines. [Au total,] il faut compter environ trois semaines.

Une initiative qui peut être élargie ?

Lorsque j'ai commencé la première construction, un représentant de l'UNHCR [l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés] est venu avec un architecte pour s'informer de l'idée et voir comment l'étendre à d'autres régions. Vingt-cinq maisons ont été financées (...) pour les personnes âgées et les familles ayant des besoins particuliers. Vingt-cinq maisons ont été construites avec l'aide des jeunes hommes dans tous les camps de réfugiés. L'idée a également été appliquée à Nouakchott, la capitale mauritanienne. Je ne suis pas retourné au camp de réfugiés depuis, mais j'ai été en contact avec eux récemment et ils m'ont dit qu'ils avaient pu construire une école. En Mauritanie, il n'y a pas beaucoup de projets de recyclage dans les camps de réfugiés, donc il y a beaucoup de bouteilles en plastique, surtout dans les rues. (...) L'idée peut être exportée.

Il y a eu quelques problèmes de conception. Ils ont été résolus au fil du temps grâce à l'expérience. Maintenant, je pense aussi à d'autres idées, à d'autres matériaux que l'on trouve dans la nature. Parce qu'en fin de compte, nous devons penser aux matériaux existants et disponibles autour de

nous, c'est la solution. L'avantage des bouteilles en plastique, c'est qu'elles ont incité les gens à penser au recyclage. Il est possible d'améliorer nos conditions de vie avec des choses simples. Nous pouvons utiliser les bouteilles en plastique pour concevoir d'autres structures : des granges, des jardins, etc. L'idée du recyclage est maintenant entrée dans nos sociétés. Je pense que nous devrions utiliser tous les matériaux possibles pour faire les choses différemment.

Le peuple sahraoui : une histoire de déplacement et de séparation

Les politiques militaires [du Maroc] ont fait fuir le peuple sahraoui. Ma mère et ma grand-mère me disent toujours qu'elles vivaient en paix au Sahara occidental (...) et que ces politiques les ont déplacées. Elles ont été forcées de fuir vers des zones désertiques qu'elles ne connaissaient pas. Les politiques militaires ont divisé un peuple : certains vivent dans des camps de réfugiés et d'autres dans la partie occupée. Ma grand-mère paternelle vit au Sahara occidental occupé, ma grand-mère maternelle vit dans les camps de réfugiés. Pour voir



ma grand-mère paternelle, je dois aller aux îles Canaries, ce qu'elle fait également, uniquement pour nous rencontrer. Parce qu'il y a un mur entre nous, un mur rempli de mines. Elle est proche de moi, mais nous devons nous rendre dans d'autres pays pour nous rencontrer. C'est de la ségrégation raciale et de l'apartheid. (...) Il y a une tragédie dans chaque famille sahraouie. (...)

Traditions perdues

Ma grand-mère faisait partie de ceux qui ont fui ; elle est décédée en 2017. Quand elle me parlait de sa vie au Sahara occidental, elle vivait en paix sur une île appelée Kahl. Elle vivait au bord de la mer, elle pêchait tous les jours. Elle marchait dans le désert, mangeait des plantes fournies par la nature. Elle se promenait dans le désert avec son bétail, elle vivait la vie bédouine, elle vivait en paix. Mais en un clin d'œil, sa vie s'est transformée en enfer. Elle a vécu dans des camps de réfugiés pendant plus de 40 ans. La vie dans les camps de réfugiés est statique, l'environnement ne change jamais. (...) Auparavant, ils vivaient en liberté, voyageaient, se déplaçaient vers des endroits riches en eau pour le bétail. Cette vie n'existe plus à cause de l'invasion marocaine.

Nos régions sont très touchées [par la crise climatique]. Par exemple, par les sécheresses. Nous connaissons parfois de graves sécheresses, qui rendent les étés très chauds parce que la terre est sèche. Parfois, nous avons des inondations qui détruisent les bâtiments. Cela a un impact énorme sur la population, y compris les Bédouins. Les inondations les obligent à se déplacer vers d'autres régions reculées. Les sécheresses et la chaleur tuent une grande partie de leur bétail. Le climat a une influence importante sur le Sahara occidental occupé. Dans le passé, j'ai vu des conditions météorologiques difficiles, mais elles n'étaient pas aussi sévères qu'aujourd'hui. Il y a une évolution des catastrophes naturelles dans la région. (...) [Maintenant] nous sommes dépendants des humanitaires. Nos terres sont riches en ressources naturelles, [mais] nous dépendons de l'aide humanitaire pour les denrées alimentaires qui proviennent de nos terres. Les pays alliés les

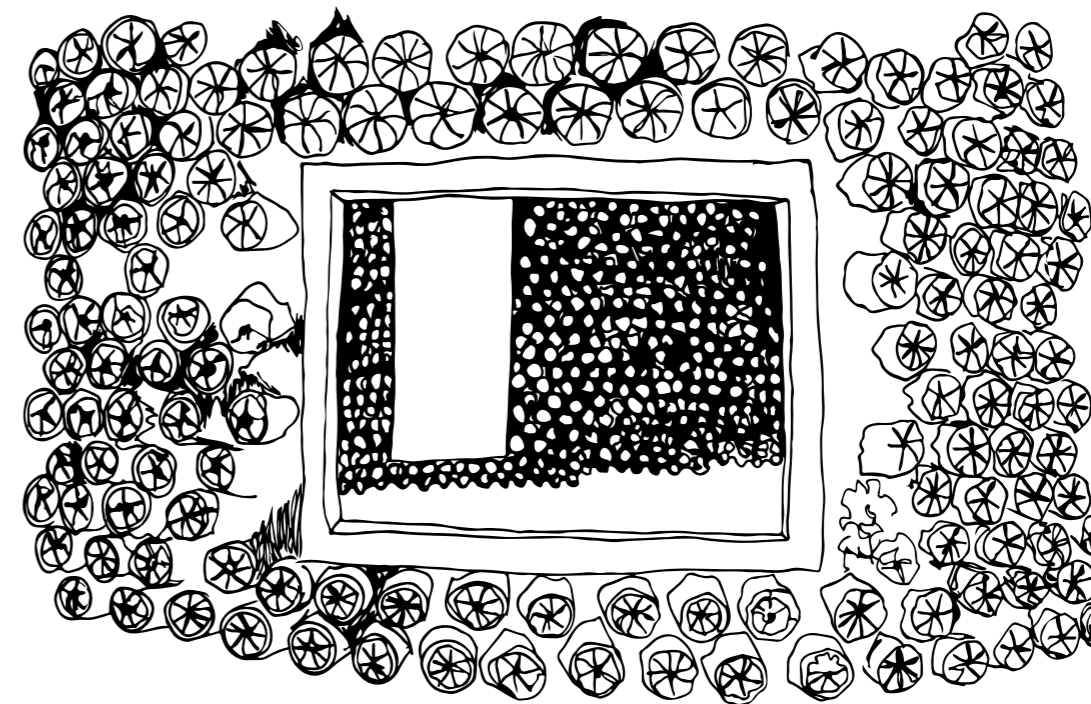
achètent au Maroc, puis nous les donnent sous forme d'aide humanitaire. C'est très regrettable. Cela a affecté le peuple sahraoui, cela a affecté mes rêves et mes aspirations.

L'écoblanchiment et l'extractivisme dans les territoires occupés

Dans le Sahara occidental occupé, les Marocains drainent les ressources naturelles sahraouies : l'énergie verte, l'énergie éolienne et l'énergie renouvelable. Il y a une exploitation délibérée des ressources naturelles. Parfois, je parle avec des amis qui vivent dans la partie occupée. Ils me disent que les autorités marocaines ont des travailleurs

“ Je suis inspiré par la volonté du peuple sahraoui. Je suis inspiré par leur amour et leur désir de vie et de justice. ”

qui travaillent 24 heures par jour, tous les jours. Il y a une équipe de jour et une équipe de nuit ; il y a beaucoup de drainage et d'exploitation. Cette exploitation signifie qu'ils savent que la terre ne leur appartient pas, et qu'ils doivent donc l'exploiter pendant qu'ils la contrôlent, 24 heures sur 24, toute la journée et toute la nuit. Même les ressources marines et les poissons sont exploités 24 heures sur 24 par des bateaux de pêche. Il y a beaucoup de projets d'énergie renouvelable, qui sont là pour montrer qu'ils sont un pays qui se préoccupe de l'environnement et qui s'intéresse à l'énergie verte. En réalité ce n'est qu'un moyen de légitimer leur occupation du Sahara occidental. Tous ceux qui osent dénoncer l'occupation sont opprimés et persécutés par les autorités.



Une vision de la justice

Je suis inspiré par la volonté du peuple sahraoui. Je suis inspiré par leur amour et leur désir de vie et de justice. Je suis inspiré par la façon dont ces personnes, qui sont arrivées dans cet environnement hostile avec seulement leurs vêtements, (...) ont été capables de construire des maisons, d'abord avec des vêtements, puis avec de la boue. (...) Lorsque l'Algérie a ouvert ses frontières, ils ont construit leurs tentes avec les vêtements qu'ils portaient. (...) Puis, petit à petit, ils ont pu construire (...) des maisons en terre avec des toits en tôle de zinc. Même si elles ne peuvent pas résister aux conditions naturelles et climatiques, ils ont été capables de créer cela par eux-mêmes, quelque chose qui leur appartient, pour vivre. C'est une grande réussite. Ils ont pu construire des camps de réfugiés organisés, des écoles, des hôpitaux, [et] faire entendre leurs voix au monde entier, des camps de réfugiés jusqu'aux régions les plus éloignées du monde (...).

La communauté internationale doit faire pression sur le Maroc pour qu'il respecte le droit international et permette à la justice de prévaloir pour le peuple sahraoui. Nous devons soutenir les droits humains, la dignité humaine et le droit à l'autodétermination. Nous avons le droit de vivre dans la dignité. (...) Nous avons le droit, mais nous n'avons pas le pouvoir. Nous sommes victimes d'une crise humanitaire et d'une crise des valeurs. De nombreux

pays de la communauté internationale et de l'ONU [l'Organisation des Nations unies] soutiennent le Maroc. (...) Nous devrions soutenir (...) ceux qui n'ont pas de pouvoir, ceux dont les voix ne sont généralement pas écoutées par ceux qui sont puissants. (...) Il y a un mur de 270 km de long qui divise un peuple. (...) La communauté internationale est obligée de montrer la vérité, la réalité de la situation, de donner une chance à la paix. Penser aux valeurs humaines, c'est tout ce que je demande.

Pour en savoir plus :

-  El Pais, UNHCR “El Ingeniero con un Gran Plan para su Pueblo”, disponible [ici](#).
-  Forum économique mondial (18 mai 2017) “Meet the refugee building homes out of discarded plastic bottles”, disponible [ici](#).
-  The Guardian (30 juin 2017) “The house that Tateh built...out of sand-filled plastic bottles”, disponible [ici](#).
-  Middle East Eye (19 mai 2017) “Meet the Sahrawi refugee building homes from plastic bottles in the desert”, disponible [ici](#).
-  EU Neighbors (18 janvier 2018) “Tateh, the Hamada Eco Builder”, disponible [ici](#).



Tiara R. Na'puti

Une communauté insulaire sous l'emprise d'intérêts militaires étrangers

Je suis une universitaire autochtone chamorro des îles Mariannes, plus précisément de Guåhan ou Guam. Mon travail, mon esprit et mes actions se concentrent sur les questions des mouvements autochtones et sur le militarisme et le colonialisme, en particulier ici dans les îles Mariannes. (...) Actuellement je travaille directement avec une organisation appelée « Independent Guåhan ». Cette organisation éduque le public des îles sur la souveraineté et aborde le changement climatique comme un défi urgent qui s'ajoute à notre statut politique colonial. J'ai également fait partie de plusieurs délégations aux Nations unies pour parler des questions relatives au statut politique du Guåhan, et je suis actuellement boursière du programme de 2021 Mellon/American Council of Learned Societies' Scholars and Society Fellowships. (...)

Je travaille avec ces groupes ici à Guåhan depuis plus d'une décennie et cela est dû en partie à mes liens ancestraux. (...) Ma famille est originaire des îles Mariannes. (...) Il y a plus de dix ans, j'ai appris que le gouvernement des États-Unis et le gouvernement japonais avaient conclu un accord

bilatéral pour transférer la base militaire d'Okinawa au Japon à Guåhan. (...) J'ai alors rejoint d'autres personnes qui militent depuis longtemps pour la décolonisation, la justice, les droits des autochtones et notre droit à l'autodétermination. Car la base militaire n'est qu'un exemple parmi d'autres de la façon dont le colonialisme se développe encore aujourd'hui, en particulier dans la région du Pacifique, au XX-XXIe siècle. (...) Dans les îles Mariannes, notre archipel, et dans d'autres endroits de l'Océanie, l'armée teste véritablement ses politiques [et] ses pratiques sans consentement ni considération préalable.

Remettre en question les réponses de la « sécuritisation » à la crise climatique

Je pense que pendant longtemps, trop de personnes occupant des positions de pouvoir liées au climat ont pensé que ces choses étaient distinctes [le militarisme et le climat]. La militarisation va de pair avec la pollution et le changement climatique causés par l'utilisation et la consommation de combustibles fossiles. (...) Si nous voulons parler des mesures possibles pour lutter contre le changement

climatique, nous devons parler de l'armée. (...) Le gouvernement fédéral des États-Unis, l'armée américaine et le ministère de la Défense génèrent chaque jour tant de déchets, de pollution et d'empoisonnement liés aux combustibles fossiles dans le cadre de leurs activités de routine. (...) Nous n'en connaissons même pas l'ampleur ou la portée car le gouvernement américain a évité d'avoir à rendre des comptes [sur] l'armée et les bases militaires.

Nous devons remettre en question la conviction que le changement climatique peut être « sécuritisé ». Nous entendons de plus en plus souvent dire que « Les militaires sont les mieux placés pour servir et protéger l'environnement. » (...) Et bien que l'armée ait fait de la publicité et des campagnes sur sa capacité à être une industrie qui se préoccupe de l'environnement (...), ce n'est pas le cas. Et la vérité, c'est que nous n'avons ni le temps ni le luxe d'attendre qu'ils nettoient leurs dégâts, car chaque dégât qu'ils ont engendré est amplifié par le précédent qu'ils n'ont toujours pas nettoyé. Une grande partie du discours politique autour des bases militaires en ce moment est que les bases sont sensibles au changement climatique. Au contraire, (...) [la façon dont] ils devraient [y] penser [est] que la cause principale du changement climatique est en grande partie leur production. (...) Ils utilisent le changement climatique pour justifier leur présence (...) dans des endroits où les gens disent depuis des décennies ou des siècles que ce n'est pas quelque chose que nous voulons pour notre terre, nos vies ou notre avenir... pour quiconque. Ce n'est pas ainsi que l'on créera une planète juste et écologiquement durable pour qui que ce soit.

Bases militaires et dommages environnementaux dans les îles Mariannes

Trente pour cent de l'île (...) [de] Guåhan est occupée par l'armée américaine. Ils ont installé leurs bases, ils ont leurs clôtures et ils ont occupé ces terres. Ils construisent actuellement une nouvelle base et cette base, Camp Blaz, fait partie de ce plan de relocalisation militaire énorme qui a été décidé par des gouvernements étrangers. (...) Il suffit de se promener dans le village aujourd'hui pour voir des hélicoptères militaires survoler l'île. Des activités

liées à l'entraînement et aux essais s'y déroulent. Les travaux de construction de la nouvelle base ont déjà mis au jour des restes humains et des objets anciens. (...) Il s'agit donc d'une communauté excessivement militarisée (...). L'armée étant l'une des plus grandes économies ici, elle est considérée comme l'un des seuls moyens (...) de prospérer pour beaucoup de nos concitoyens. Ma famille est issue de ce milieu (...) et a servi dans l'armée américaine. (...) Où que vous alliez, on vous demandera une réduction militaire, vous trouverez cette sorte de double économie de privilèges associés à l'armée. (...) Mais cela touche aussi le psychisme, en raison de notre longue histoire de colonisation et de l'idée que les militaires étrangers ont sauvé l'île et son peuple. (...) Mes grands-parents (...) ont été forcés d'apprendre l'anglais et d'être « américanisés », et ces politiques d'assimilation sont vraiment liées au racisme et au colonialisme [et] sont encore [des questions] qui nous touchent aujourd'hui. (...)

L'un des dangers actuels du plan de construction militaire est [qu'il est situé] dans cette zone où se trouve notre aquifère d'eau douce. Cet aquifère [l'Aquifère lenticulaire du nord de Guam] fournit entre 85 et 90 % de l'eau potable de notre île. Et c'est exactement sur ce site qu'ils veulent installer un terrain d'exercice, qui est en cours de construction. (...) Nous parlons d'une question essentielle pour notre société qu'est l'eau (...) [et] du risque que les militaires empoisonnent potentiellement notre eau en faisant tirer ces balles réelles, (...) sans oublier la signification culturelle de ces [sites] (...) et les façons profondément ancrées dont nous croyons en (...) la protection de notre eau sur notre terre. Dans notre propre langue, la façon dont nous pensons à la terre et même les mots que nous utilisons pour nous désigner en tant que personnes sont liés à la terre. Nous ne la considérons pas comme quelque chose de différent, séparé de nous, mais plutôt comme un ancêtre vivant et quelque chose que nous voulons protéger. Et tout le monde (...) devrait pouvoir comprendre pourquoi l'eau douce est importante. Malheureusement, je pense que certains de ces dangers sont dissimulés par (...) les grands récits, les histoires plus grandes et plus bruyantes qui ont été racontées encore et encore : que l'armée est la seule option ou que c'est exactement ce dont

nous avons besoin pour l'économie plutôt que de penser à ce dont nous avons besoin pour un avenir environnemental juste et durable.

Connexions mondiales

Nous avons beaucoup en commun et nous apprenons les uns des autres. (...) Nous avons récemment établi des liens avec d'autres îles, comme les îles hawaïennes où, à O'ahu, les habitants sont confrontés à l'empoisonnement de l'eau à Red Hill par la marine américaine. (...) Nous considérons Red Hill comme un exemple de ce qui pourrait arriver à notre aquifère, et nous sommes solidaires des communautés d'Okinawa qui ont dit qu'elles ne voulaient pas de ces bases [sur leurs terres]. (...) Ce sont des décisions qui sont prises concernant nos terres et nos vies sans notre consentement. (...) Nous assistons à une sécurisation continue de la région sans véritable sécurité, qui serait une valeur vraiment importante que nous pourrions utiliser pour contester la militarisation. De Standing Rock⁷ à la résistance continue à la construction de l'oléoduc des sables bitumineux Enbridge Line 3 qui transporterait des milliers et des milliers de barils de pétrole de sables bitumineux canadiens à travers les terres autochtones et les écosystèmes fragiles, nous nous sentons tous liés, qu'il s'agisse d'Okinawa, de la Palestine ou de Porto Rico. Ce (...) sont des exemples de la manière dont les communautés autochtones (...) se joignent à cet effort pour montrer que les intérêts militaristes des États n'ont pas le dernier mot.

Déraciner les dynamiques coloniales par l'autodétermination et la souveraineté autochtone

7 Standing Rock est une réserve habitée principalement par les groupes autochtones Lakota Oyate, et Dakota Oyate qui s'étend sur le Dakota du Nord et du Sud aux États-Unis. Suite au lancement du projet Dakota Access Pipeline en 2016, les communautés autochtones ont mené une campagne pour arrêter sa construction. Les communautés craignaient que l'oléoduc ne menace des sources d'eau vitales et ne détruise des sites d'importance culturelle tels que des lieux de sépulture. Les manifestants se sont heurtés à la répression de la police militarisée, ce qui a attiré l'attention des médias dans le monde entier. Malgré les protestations, la construction s'est poursuivie et s'est achevée en avril 2017.

L'un des plus grands changements politiques [nécessaires] serait d'exercer l'autodétermination et la décolonisation de ces îles. (...) Nous renvoyons constamment la prise de décision à (...) d'autres gouvernements. (...) La grande question est donc de savoir pourquoi ces États [les États-Unis et le Japon] sont même impliqués ici. (...) Les peuples autochtones tentent d'obtenir la souveraineté, le droit et la liberté de pratiquer l'autodétermination sur une terre, sur une culture, sur des systèmes politiques et économiques. Et de défier le colonialisme qui, historiquement mais encore aujourd'hui, est un projet mondial d'occupation, de domination et d'exploitation de ces peuples autochtones et de leurs ressources. (...) La décolonisation (...) est donc absolument nécessaire pour la justice climatique. Nous ne pouvons pas (...) avoir un avenir propre, durable et respectueux de l'environnement dans un monde où personne n'est libre. (...)

Je pense qu'un [deuxième] changement de politique consisterait à parler de démilitarisation, [en particulier] du retrait du financement de l'entité militaro-industrielle (...) et de la tenir pour responsable de la consommation et même de la surconsommation (...) de combustibles fossiles. (...) Lors de la COP 26 [la 26e Conférence des parties, organisée par l'Organisation des Nations unies pour le Climat], les conversations sur la démilitarisation ont été beaucoup plus nombreuses que par le passé et c'est un changement très appréciable. Dans diverses parties du monde, les gens disent que si les dirigeants veulent vraiment agir, ils doivent se concentrer sur les points les plus importants. (...) Et [enfin] je pense qu'il y a aussi d'autres types de politiques, comme « la politique populaire » : (...) les gens (...) de terrain démontrent que nous pouvons, que nous faisons, et que nous ferons des changements même au milieu de ces décideurs étrangers qui ne font rien. (...) Nous pouvons apprendre les uns des autres comment protéger notre terre, comment protéger notre eau, comment nous guérir à nouveau. Même si l'armée rend ces lieux, ils sont souvent détruits. C'est une perte réelle, mais ce n'est pas impossible. [Il] peut être utile de réfléchir aux différentes façons dont les gens travaillent à la durabilité et à la résilience dans leurs

contextes, en utilisant des modes de connaissance autochtones, (...) et en ayant les mêmes valeurs que nous avons depuis des temps immémoriaux, mais aussi tout en gardant un œil sur les XXIe et XXIIe siècles. (...)

(Ré)imaginer l'avenir par l'action climatique et l'art

À Guåhan, de nombreuses mesures de résilience climatique ont été prises. (...) Des efforts de revitalisation sont déployés pour préserver nos écosystèmes. (...) Je (...) vois une résistance active et symbolique sous la forme de pratiques agricoles et de croissance écologiquement durable. Il y a [beaucoup] de très bons projets qui démontrent de manière vibrante les façons dont les gens peuvent se guérir eux-mêmes en guérissant notre terre. Cela implique des efforts à petite échelle ou à plus grande échelle, comme le jardinage, (...) des pratiques durables, mais aussi apprendre à faire attention à notre nourriture et prendre conscience de l'abondance dont nous disposons. Dans la langue chamorro, Guåhan signifie « nous avons ». Il s'agit vraiment d'un cadeau, n'est-ce pas ? [Il est important de] rappeler aux gens que nous avons une langue, que nous avons une histoire vibrante, que nous avons bien plus que l'occupation et la militarisation américaines et que nous avons bien plus à offrir et à donner. Le Guåhan indépendant a réalisé des peintures murales et se réapproprie l'espace de différentes manières, afin d'inspirer fortement et de rappeler aux gens ces histoires plus profondes sur la façon dont nous venons et d'où nous venons, et sur le fait que nous avons toujours été des personnes qui ont décidé des choses pour elles-mêmes. Et c'est vraiment stimulant.

Ces [actions] (...) nous rappellent avec force que le pouvoir du peuple peut changer les choses chaque jour au niveau local, même dans les circonstances les plus difficiles de la colonisation et de la militarisation. J'espère que ces façons plus larges d'imaginer et de mettre en pratique un avenir plus résilient au changement climatique ne se laisseront pas berner par l'idée que seules des entités étrangères (...) ou que seules les structures capitalistes qui nous ont été imposées constituent la solution. (...) Car nous avons malheureusement vu

à maintes reprises que cette idée a tendance à se faire plus entendre.

Les conversations quotidiennes et le travail des organisations communautaires m'inspirent. [Le partage et l'établissement de liens] aident vraiment à soutenir nos cœurs et nos esprits, parce que c'est un travail important et épuisant, et nous devons rester solidaires. Mon amour, ma joie, mon enthousiasme et mon espoir pour les générations futures seraient qu'elles puissent raconter une histoire différente, (...) qu'elles puissent raconter comment elles sont arrivées dans un monde où la solidarité a été maintenue et [où] une véritable sécurité a été atteinte. (...) J'aimerais que les générations futures se considèrent comme contribuant par leurs énergies à la co-construction d'un monde différent. [J'espère que] ce ne sera pas seulement quelque chose qu'elles devront imaginer mais qu'elles pourront le vivre. (...) [J'espère que] les générations futures seront connectées à leurs racines d'une manière qui ne nécessite pas de lutter contre ces problèmes mondiaux d'empire et de violence.

Pour en savoir plus :

- * Réseaux sociaux : Independent Guåhan, Facebook: Independent Guåhan, Instagram: Fanachu!, podcast.
- * Na'puti, Tiara R., "Disaster Militarism and Indigenous Responses to Super Typhoon Yutu in the Mariana Islands" Environmental Communication (2022). Publication en ligne avancée.
- * The Atlantic (1^{er} novembre 2021) "To Hell With Drowning", disponible ici.
- * Na'puti, Tiara R. "Pandemic in the Pacific: US Military Bases Are Hot Spots for More Than Just Covid-19 - They Also Make Island Territories Targets for Climate Disasters," Common Dreams, 12 septembre, 2020
- * Na'puti, Tiara R., "Archipelagic Rhetoric: Remapping the Marianas and Challenging Militarization from 'A Stirring Place'" Communication and Critical/Cultural Studies, vol. 16, no. 1 (2019): 4-25.

Collectif Vietnam Dioxine



Mener la lutte pour la reconnaissance de l'écocide

☆ **Note au lecteur :** Ce récit est basé sur les témoignages de quatre contributeurs et membres du collectif, Kim Vo Dinh, Tom Nico, Pauline Payen et Tran To Nga.

Le Collectif Vietnam Dioxine regroupe des bénévoles et des associations caritatives. Ensemble, nous menons une campagne pour la reconnaissance officielle du crime d'écocide et l'indemnisation des victimes de l'agent orange. (...) [Notre travail est double] : il y a à la fois un travail de reconnaissance mémorielle et un travail de soutien aux victimes. Nous soutenons les victimes qui poursuivent les fabricants de l'agent orange, mais aussi celles qui vivent au Viêt Nam, en essayant d'apporter une aide humanitaire et médicale aux victimes.

L'agent orange : une arme dévastatrice



Tom Nico :

L'agent orange est un défoliant qui a été utilisé pour détruire les forêts pendant la guerre du Viêt Nam entre 1961 et 1971. Ce qui est toxique dans

l'agent orange, c'est la dioxine, un déchet de production extrêmement toxique. Ses effets se font encore sentir aujourd'hui. En effet, ils touchent les troisième et quatrième générations. (...) Selon le rapport Stellman, le nombre estimé de personnes exposées à l'agent orange est d'environ 4,8 millions de victimes.⁸ La VAVA, l'Association vietnamienne des victimes de l'agent orange, a estimé le nombre

⁸ Stellman, S.D., Stellman, J.M. (1986) 'Estimation of exposure to agent orange and other defoliants among american troops in vietnam : A methodological approach' American Journal of Industrial Medicine Volume 9 Issue 4, disponible ici.

de victimes à 3 millions. (...) Il est clair que l'agent orange a un impact sur des générations entières. Aujourd'hui, il y a encore des bébés qui naissent avec des malformations dues à l'agent orange (...), mais aussi des absences congénitales de membres, des cécités, des tumeurs, des fausses couches et les accouchements prématurés [sont fréquents] dans les régions les plus touchées du Viêt Nam. 80 millions de litres d'agent orange ont été pulvérisés et si l'on considère les conséquences sur l'environnement, sur les écosystèmes, plus de 2,5 millions d'hectares ont été contaminés. Les pulvérisations ont détruit environ 20 % des forêts du sud Viêt Nam et pollué 400 000 hectares de terres agricoles. À cela s'ajoute la destruction des forêts tropicales, des mangroves et la perte d'une faune abondante dans le centre du Viêt Nam.



Tran To Nga :

Les conséquences de l'agent orange et de la guerre du Viêt Nam (...) se transmettent d'une génération à l'autre (...) car les enfants héritent des maladies de leurs parents. C'est ce qui est le plus tragique. J'ai transmis ma maladie à mes enfants et mes enfants ont déjà transmis la maladie à mes petits-enfants. Cela ne s'arrêtera pas. (...) Quand on pense à l'agent orange et aux défoliants, on ne pense qu'aux épandages aériens des Américains pendant la guerre du Viêt Nam. Aujourd'hui, l'agent orange n'est plus utilisé mais (...) il est important de noter qu'un certain nombre de pays utilisent encore des pesticides et que leurs conséquences sont similaires à celles de l'agent orange. On constate que les enfants nés de parents utilisant ces pesticides présentent également des malformations similaires à celles des enfants vietnamiens nés de victimes de l'agent orange. (...) L'agent orange est l'ancêtre des pesticides actuels. Non seulement je me bats contre l'agent orange, mais je me bats aussi contre l'utilisation des pesticides. Monsanto était là pendant la guerre du Vietnam et a été la première entreprise à détruire la vie humaine et la nature. Vous verrez que les conséquences de cette destruction seront encore présentes dans le futur et qu'elles ne s'arrêteront que si nous parvenons à stopper la production de Monsanto.

Une tentative ratée et une bataille juridique qui se poursuit en France

Tran To Nga :

Les victimes de l'agent orange sont nombreuses à travers le monde. Au Viêt Nam, où se trouvent la plupart des victimes, il n'existe pas de législation comme en France et les Vietnamiens ne peuvent porter plainte contre les fabricants. (...) [De plus], peu d'entre eux remplissent les conditions requises pour tenter une action en justice en France [être un citoyen français également victime de l'agent orange]. Je me bats pour une jurisprudence pour les autres victimes, afin qu'elles puissent trouver un moyen de demander justice elles-mêmes. (...)

Lorsque mon procès a commencé il y a déjà sept ans, j'étais presque seule. Je n'avais que le soutien de mon avocat Maître William Bourdon et d'André Bouny.⁹ Nous n'étions que trois. Aujourd'hui, même si le procès porte mon nom, j'ai des millions d'amis en France et dans le monde entier, même aux Etats-Unis. (...) Personnellement, je pense que même si ma plainte a été rejetée, j'ai déjà fait un grand pas vers la réalisation de mon objectif. (...) Je n'ai pas gagné aux yeux de la justice, mais j'ai gagné aux yeux du monde. (...) Plus de 120 articles ont été publiés, on a parlé du procès à la télévision, et tous ont dit que c'était un procès historique.

Alors maintenant, où allons-nous ? Bien sûr, la confiance a été ébranlée, mais nous avons encore foi en la justice française. Il le faut. Et il faut aller de l'avant. Il y a des amis qui m'ont dit : "Nga, tu devrais arrêter. Tu es trop vieille pour ça. Tu en as trop fait. Nous ne savons pas combien de temps cela prendra et tu pourrais ne pas survivre". Mais arrêter, c'est renoncer. Même si, dans trois ans, ma plainte est toujours rejetée, je dois continuer à me battre. Dans deux ou trois ans, d'autres personnes nous auront rejoints. (...) Si j'ai autant de soutien, c'est que notre cause est juste. Ce n'est pas la cause de Tran To Nga, c'est notre cause, et c'est une cause juste. (...) Les jeunes générations vont me remplacer, et

⁹ Maître Amélie Lefevbre et Maître Bertrand Repolt sont les autres avocats qui soutiennent la cause de Tran To Nga.

nous continuerons à nous battre. Nous nous battons jusqu'à ce que nous puissions (...) sauver le monde et surtout les victimes vraiment pauvres de ces pesticides, même si le crime reste non-reconnu.

Nous attendons la décision de la Cour d'appel de Paris après les plaidoiries qui auront lieu au second semestre 2023. Il s'agira de savoir si le Tribunal d'Evry, qui s'est considéré comme incompetent en 2021, est finalement considéré comme compétent. Si c'est le cas, le tribunal d'Evry devra étudier et juger le fond de l'affaire. Si ce n'est pas le cas, ce sera l'autre tribunal. Quelle que soit la décision, la route est longue, et je ne sais pas combien d'années cela prendra. Lorsque le procès a débuté, je ne pensais qu'aux victimes de l'agent orange. Mais avec le temps, j'ai réalisé que les (...) victimes de l'agent orange, (...) relie l'humanité à la nature. (...) C'est pourquoi, même en tant que femme de 80 ans, je me sens responsable à la fois des victimes de l'agent orange et de l'environnement. Je ne sais pas combien de temps je vivrai, mais je peux vous garantir que je serai avec vous, et que vous serez avec moi jusqu'à mon dernier souffle.

Reconnaissance de l'écocide : des réponses politiques aux crimes contre la nature

Tom Nico :

Le concept d'écocide est né avec l'agent orange. En en parlant, nous pouvons mieux le comprendre et nous assurer qu'il ne devienne pas un sujet exclusivement théorique. Nous devons relier cette question à la réalité, à notre quotidien, aux victimes, (...) à [l'impact] qu'elle a eu sur la vie des gens.

Plusieurs points sont importants en termes de politiques publiques. Le premier est l'importance de la reconnaissance mémorielle : (...) reconnaître le crime de l'agent orange. (...) Deuxièmement, il est important d'avoir des lois qui permettent de sanctionner légalement les multinationales qui causent des dommages à l'homme et à la nature. En effet, la nature et l'homme sont toujours liés, les atteintes à l'environnement ont des conséquences directes sur la vie humaine. (...) Il est essentiel d'inclure le crime d'écocide dans la législation, que ce soit au niveau national, européen ou international. (...) Ces politiques publiques

permettront à l'histoire de ne pas se répéter. (...) [Si l'on tire les leçons de] plusieurs guerres au Viêt Nam, telles que la première guerre d'Indochine et la guerre du Viêt Nam, il est extrêmement important de limiter les crimes commis en temps de guerre. Avant tout, nous devons tirer les leçons de ce qui s'est passé. (...) Nous ne devons jamais oublier [les crimes d'écocide].



Kim Vo Dinh :

Grâce à l'opinion publique, les armes chimiques ont été interdites. Même si elles ne sont pas interdites partout, des progrès ont été réalisés. Même

si le niveau de reconnaissance souhaité n'est pas encore atteint, de plus en plus de gens connaissent le concept d'écocide. (...) [Il faut donc] des sanctions pénales (...) pour ceux qui sont responsables et connaissent le danger de ces produits et leurs effets sur la santé humaine, mais qui vont quand même permettre leur utilisation.

Réparer les dégâts d'une catastrophe humaine et environnementale

Kim Vo Dinh :

L'indemnisation des dommages s'est élevée à des milliards de dollars. Les points chauds où (...) les niveaux de dioxine (...) continuent à contribuer à la pollution de l'environnement devraient être dépollués. (...) Des programmes d'aide aux victimes de l'agent orange et aux personnes handicapées devraient être financés. (...) [Enfin], nous devrions également financer la recherche scientifique sur la dioxine [pour] voir comment nous pouvons empêcher les parents de contaminer leurs enfants et (...) de continuer à affecter plusieurs générations au Viêt Nam.

Tran To Nga :

Il est évident que les victimes du Viêt Nam sont les plus pauvres et vivent dans des conditions très, très difficiles. [Mais] nous devons



également penser aux victimes de l'agent orange à travers le monde, y compris aux États-Unis.

Créer des liens plus étroits entre les mouvements pour la paix et l'environnement

Kim Vo Dinh :

On voit bien que les guerres peuvent avoir des conséquences sur l'environnement. Les bombardements, les mines et les armes chimiques ne sont pas seulement dangereux pour la vie humaine, mais aussi pour la nature. Ils détruisent les forêts, les espèces animales, la biosphère, les sources d'eau et les écosystèmes en général. Nous pouvons également constater que des problèmes environnementaux tels que le réchauffement de la planète, la contamination de l'eau et l'épuisement des sols peuvent conduire à des conflits. La lutte pour les ressources peut également conduire à des conflits. Nous pensons donc que des synergies [entre les questions liées au climat et à la paix] sont nécessaires (...) et importantes.

Tom Nico :

Nous avons des préoccupations communes [avec d'autres mouvements]. Par exemple, nous communiquons avec des organisations luttant contre le chlordécone. Le chlordécone est un pesticide qui a été utilisé en Guadeloupe et en Martinique par le gouvernement français. 80 % de la population de ces deux pays est touchée.

Regarder vers l'avenir : un horizon d'espoir pour la prochaine génération

Tran To Nga :

Je vois toujours l'espoir dans les yeux des victimes. Mon devoir est donc d'aller de l'avant et d'accomplir ma mission. Je n'ai pas le droit de me décourager. Parfois, on se sent fatigué, mais je ne pense pas avoir le droit d'abandonner. On me demande souvent pourquoi je n'accepte pas une négociation pour obtenir une compensation financière et arrêter les poursuites. Mais ce n'est pas pour cela que je me bats. (...)

J'ai aussi de l'espoir dans les jeunes générations. Il y a un an, lorsque tous les jeunes du collectif m'ont rejoint, j'ai été très surprise mais aussi très heureuse de voir que, même dans ce monde difficile, il y a encore des jeunes qui ne pensent pas à eux (...) et qui se font les défenseurs d'une cause juste. (...) Cette jeune génération est une force [de la nature]. J'ai toujours dit que les jeunes sont mon armée. Je me bats directement avec le parti adverse, mais ils sont mon armée politique qui me donne force et foi. Honnêtement, du fond de mon cœur, j'ai foi en ces gens-là. Ils mèneront également la bataille. (...) Parfois, nous devons faire des sacrifices et ne penser qu'à notre objectif qui est, pour moi, un objectif sacré et notre cause est juste, bien plus que notre cause personnelle. C'est pourquoi je n'ai pas seulement foi en eux, mais aussi en l'avenir. Même si notre avenir n'est pas toujours rose, nous devons aller de l'avant.



Pauline Payen :

Je trouve l'espoir dans beaucoup de choses. Évidemment, il y a beaucoup de choses qui me font perdre espoir mais, personnellement,

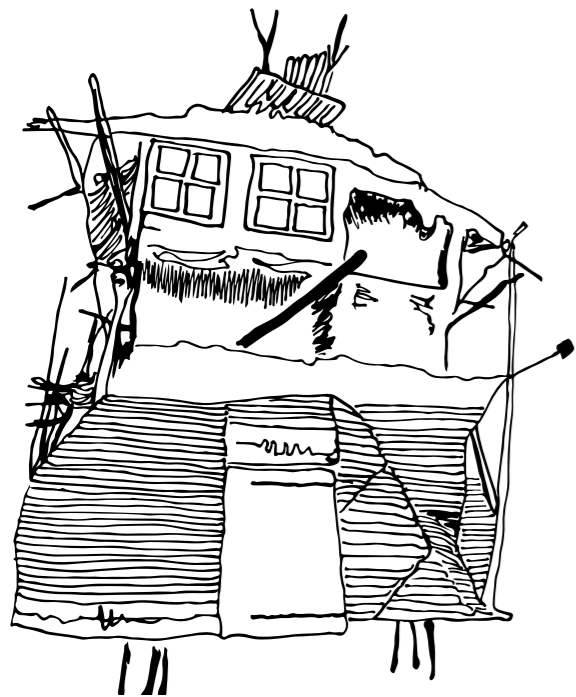
ce qui m'aide, c'est le sentiment d'avoir agi avec intégrité. Même si nos objectifs ne sont pas atteints, nous avons tout de même agi de la manière la plus juste possible. Je pense que c'est un besoin humain. Aujourd'hui, [de plus en plus de personnes] réalisent qu'il est tout à fait arrogant de penser que les humains ne sont pas liés à la nature et aux animaux. De plus en plus de gens essaient de trouver un moyen de répondre à ces questions et de les aborder différemment. C'est ce qui me donne de l'espoir.

Pour en savoir plus :

- Réseaux sociaux : [Facebook](#) et [Instagram](#)
- Suivez l'évolution de l'affaire à l'adresse suivante : <http://vietnamdioxine.org>

La ZAD vue par le Laboratoire d'imagination insurrectionnelle

Résister à l'accaparement des terres par l'État et les entreprises grâce à l'expérimentation créative



Je m'appelle Isa, mes pronoms sont Elle/Elle. (...) J'ai été professeure d'université à Londres, où j'ai vécu pendant près de 20 ans et où, en 2004, j'ai cofondé avec JJ, mon compagnon et complice, (...) un collectif appelé Laboratory of Insurrectionary Imagination (Laboratoire d'imagination insurrectionnelle) qui a réuni des artistes et des activistes pour co-concevoir et déployer des formes créatives de désobéissance et de résistance. Nous l'avons fait dans divers contextes, (...) des squats aux écoles de théâtre, aux institutions culturelles, aux mouvements sociaux tels que les camps climatiques, (...) les mobilisations du G8 et les COP. (...)

Un voyage transformateur à travers les communautés autogérées d'Europe

Nous avons l'impression d'intégrer assez bien l'art et l'activisme, mais nous étions de plus en plus frustrés de constater que ce type d'activisme était plutôt événementiel. (...) Nous mettions beaucoup d'énergie et déployions beaucoup de créativité dans ces formes de résistance, mais nous rentrions ensuite chez nous : (...) dans notre appartement, à notre travail, notre emprunt et [notre vie] à Londres, dans une métropole. Nous avons réalisé que (...)

nous passions (...) une grande partie de notre vie à lutter contre le capitalisme et une grande partie de notre vie à le reproduire. (...)

Cela nous a amenés à faire un grand voyage à travers l'Europe afin de visiter et documenter des communautés autogérées que nous appelons "utopiques" - selon nos propres termes. Nous avons été tellement inspirés que nous avons décidé de quitter Londres et, quelques années plus tard, nous avons déménagé en France. Et après avoir fait quelques détours, nous nous sommes retrouvés ici, sur la ZAD.

La ZAD : un écosystème diversifié en lutte contre un projet d'aéroport

La ZAD¹⁰ est ce que nous appelons (...) un territoire libéré contre une infâme infrastructure menaçant la vie, à savoir un aéroport international. [Il s'agit de] 1650 hectares de bocages humides et terres

10 ZAD est un néologisme qui signifie "zone à défendre" et qui désigne des lieux occupés par des mouvements populaires pour les protéger contre des projets de développement et d'infrastructure. La ZAD dont il est question dans cet article est située à Notre-Dame-des-Landes, près de la ville de Nantes, en France.

agricoles. Le projet d'aéroport a été planifié dans les années 60 et a fait l'objet d'une résistance immédiate, principalement de la part d'agriculteurs, qui rejetaient l'idée que l'on puisse bétonner des terres nourricières. Le projet [d'aéroport] a été mis en sommeil pendant quelques décennies, (...) principalement à cause du choc pétrolier, et il est revenu sur le devant de la scène en l'an 2000. La résistance est revenue et s'est étendue au-delà des agriculteurs à des groupes de citoyens qui (...) [ont lancé] des procédures juridiques et ont fait un gros travail de sensibilisation et de mobilisation.

En 2008, les gens qui vivaient ici sur la zone se sont rendus compte que (...) le gouvernement (...) achetait des terres et des fermes pour faire place à l'aéroport ; (...) le territoire était littéralement vidé de sa substance. (...) Ils ont donc écrit une lettre ouverte pour dire, joliment : "pour défendre un territoire, il faut l'habiter". Ils ont invité les gens à squatter le territoire pour pouvoir le défendre contre le projet d'aéroport. La lettre a été amplifiée lors d'un Camp Climat sur la zone ; les gens ont répondu à l'invitation, (...) et ont commencé à construire les biens communs à la place de l'aéroport : nouer des liens avec des agriculteurs, ouvrir des fermes, commencer à produire [des biens agricoles], construire des cabanes dans les arbres en s'inspirant des luttes britanniques, etc.

Répression militaire d'un mouvement citoyen

Les autorités n'ont manifestement pas vu cela d'un très bon œil et ont déployé, en octobre 2012, une vaste opération militaire baptisée "Opération César". C'était juste après qu'un accord avait été conclu entre le gouvernement et les agriculteurs qui (...) avaient mené une grève de la faim (...) [stipulant] que jusqu'à ce que toutes les procédures légales arrivent à leur terme, les expulsions des "habitants légaux" n'auraient pas lieu. Ils se sont donc attaqués à ceux qui squattaient. La résistance a été absolument incroyable. Il y avait une diversité de tactiques, de personnes et une détermination dans la résistance à cette opération militaire qui a pris tout le monde par surprise. (...) Malgré cette résistance, 12 fermes et maisons [ont été] détruites. (...)

Environ un an auparavant, un appel avait été

publié déclarant qu'en cas d'expulsion, les gens reviendraient exactement un mois plus tard. Ainsi, dès le [premier] jour de l'opération militaire, (...) la coordination d'une grande manifestation a débuté sérieusement. (...) Le [but] était (...) de reconstruire ce qui avait été détruit. Je me souviens avoir pensé qu'il y aurait quelques centaines de personnes [pour] construire une cabane symbolique et que ce serait tout. Ce n'est pas tout à fait ce qui s'est passé, car 4 000 personnes se sont présentées avec suffisamment de matériaux de construction pour reconstruire un hameau entier en un week-end. Certains collectifs avaient passé le mois entier à pré-construire des cabanes et les avaient amenées de 900 km à la ronde. (...) Donc (...) ce qui a jailli de cette énergie absolument étonnante, c'est un hameau avec trois dortoirs, une cuisine, une forge, une taverne, un atelier. C'était un moment extraordinaire.

Quelques jours plus tard, les flics ont attaqué ce hameau avec des gaz lacrymogènes, des grenades à l'intérieur des dortoirs, etc. C'était leur deuxième erreur stratégique majeure, car lorsque 4 000 personnes ont mis autant d'énergie à reconstruire quelque chose en un week-end, elles ne vont pas le regarder se faire détruire à la télévision. C'est ainsi que le conflit a atteint son paroxysme et qu'il y a eu beaucoup de gaz lacrymogènes et de grenades à fragmentation, et que pendant quelques jours, la situation a été très intense. Une lettre ouverte au président a été rédigée par des médecins locaux qui soignaient les blessés (...) déclarant : "Ce que nous soignons, ce sont des blessures de guerre". Notre interprétation de la situation est que le président (...) a décidé qu'il ne pourrait pas faire face au scandale d'un décès potentiel et que les troupes se sont donc retirées. Depuis le printemps 2013, les flics ont disparu et n'ont pas remis les pieds dans la zone pendant 6 ans.

Dire "oui" et "non" : explorer les possibilités de l'imagination radicale

[Un] incroyable laboratoire de mise en commun a fleuri sur le territoire où (...) collectivement les gens ont fait barrage à l'aéroport grâce à la vie. (...) Là où était prévue une piste, des champs de sarrasin étaient plantés, là où était prévu le duty-free, une

grange avec une scierie était construite, là où était prévue une tour de contrôle, il y a eu un phare (...) que je peux voir d'ici. Ce qui a été démontré, c'est ce que nous appelons l'ADN de la pratique révolutionnaire : être capable de dire "oui" et "non" dans le même geste ; (...) proposer et résister sur le même territoire en même temps. Ne pas se limiter au "non", à la résistance, à l'affrontement qui peut vous rendre (...) fragile, [et] désespéré parce que vous ne faites jamais l'expérience du monde et de la joie pour lesquels vous vous battez. (...) Et ne pas se limiter au "oui", aux alternatives. Si vous ne démontez pas les infrastructures qui détruisent notre climat et nos écosystèmes, vos jardins communautaires se retrouveront bientôt sous l'eau ou dans le désert.

[Dans la ZAD, il y a la capacité d'essayer encore et encore, d'[imaginer] (...) autre chose que ce qui nous a été imposé. (...) Je pense que c'est cela qui est nécessaire, ne pas se satisfaire de ce que l'on a quand ça marche, ne pas tomber dans le désespoir quand ça ne marche pas. Mais continuer à essayer. Le projet de la modernité a été de séparer ce qui était autrefois, ou du moins ce qui devrait être, lié. L'idée de culture a été retirée de l'idée de nature, et la nature a été retirée de l'idée de culture, mais aussi l'art de la vie. [On a séparé] le génie de l'habileté, le beau de l'utile. Ce qu'il faut faire, c'est retisser ces notions et donc ne plus penser l'art comme une chose séparée de la vie quotidienne.

Défendre les biens communs : la résistance continue face aux menaces d'expulsion et à la répression de l'État

En 2016, les procédures juridiques (...) ont pris fin, [et] à partir de janvier, tout le monde était expulsable, y compris les agriculteurs qui étaient là depuis six générations. (...) Le mouvement contre l'aéroport a de nouveau déployé une énergie et une créativité étonnantes pour lui résister. En janvier, 20 000 personnes, 500 tracteurs, 1 000 vélos ont occupé le pont rejoignant Nantes. Un mois plus tard, 60 000 personnes ont occupé une autoroute - là où les travaux de construction de l'aéroport allaient commencer. En octobre (...) les gens ont été invités à apporter un bâton de marche ou un bâton de berger et à le planter dans le sol de la ZAD, en

s'engageant à venir le récupérer en cas d'attaque du gouvernement. 40 000 personnes sont venues, 25 000 bâtons ont été plantés. (...) On sentait que le mouvement venait de devenir invincible.

C'est ainsi qu'en janvier 2018, le gouvernement a annoncé que l'aéroport serait annulé et, dans le même souffle, que tous les squatters devraient soit légaliser leur situation, soit être expulsés. (...) Pour beaucoup d'entre nous, il était impensable de ne pas conserver les relations que nous avons développées entre nous, et avec la terre, plus qu'humaines. Il ne s'agissait pas de relations purement utilitaires. Il s'agit d'une histoire d'amour. Nous prenons soin de cette terre qui a pris soin de nous. Nous avons donc proposé ce bail global, qui nous aurait rendus légaux, et la réponse est arrivée en avril sous la forme de 4 000 [policiers armés], de drones et d'hélicoptères. 11 000 grenades ont été lancées en 3 jours. (...)

Après quelques jours, ressentis comme des semaines (...) un formulaire simplifié a été présenté par le représentant de l'Etat, disant que ceux qui le signeraient pourraient rester, et que tous les autres devraient partir. Le mouvement a piraté le formulaire et présenté un dossier complexe de documents signés par des individus mais au nom de collectifs, démontrant ainsi la nature complexe de la vie et du travail en tant que biens communs. L'astuce consistait à faire en sorte que tous ceux qui voulaient prendre part au jeu puissent être "couverts" par les documents. Sept collectifs ont décidé de ne pas signer et leurs cabanes ont été détruites en quelques jours. Le message était donc très clair : c'est à ces conditions ou pas du tout. 63 collectifs [ont continué à négocier] pour pouvoir rester, pour pouvoir continuer à prendre soin les uns des autres ainsi que du lieu. Nous sommes donc toujours là, dans ce pari immensément compliqué et immensément exaltant. Le cadre juridique français n'est pas adapté aux communs. Nous sommes maintenant environ 180 personnes qui essaient d'organiser leur vie collectivement, avec des assemblées mensuelles et d'autres pratiques pour faire une sorte de résurgence des communs. Les communs ont été détruits et nous essayons de les faire revivre.

Établir un parallèle entre le militarisme et la crise climatique

Le militarisme et la crise climatique émergent exactement du même système destructeur. (...) Le projet de militarisation consiste à "contrôler et soumettre" (...) Et quand on y réfléchit, le projet moderne consiste à contrôler et soumettre la nature, qui est censée être séparée de la culture. Nous parlons de l'environnement comme si nous n'en faisons pas partie, comme si nous en étions entourés. D'une certaine manière, c'est très révélateur. Je pense que la crise climatique vient de la multiplicité des pratiques, (...) [notamment] du fait que nous avons été totalement et très violemment déconnectés et sortis du vivant. En fait, on nous (...) fait croire que nous ne faisons presque pas partie de la vie. Cette chose qui est en dehors de nous et que nous devons contrôler.

Un organisme vivant qui se nourrit de connexions mondiales

La ZAD n'a pu gagner que parce qu'elle était connectée à d'autres luttes. Elle n'a jamais voulu être une bulle, repliée sur elle-même, mais a toujours été et doit être un territoire très poreux. (...) On a des liens avec d'autres mouvements contre les infrastructures, les luttes antinucléaires, mais aussi d'autres territoires, comme les zapatistes, des personnes au Kurdistan, en Palestine, (...) [à] Standing Rock, lorsque c'était encore actif. Lors des deux vagues d'expulsions en 2012 et 2018, [nous avons] reçu tant de messages de soutien. Un territoire en lutte (...) a besoin d'être relié. Comme tout organisme vivant, [il] a besoin de rester en relation avec d'autre[s] organisme[s] vivant[s] sinon il périt tout simplement. (...) On ne peut pas vivre sans l'oxygène d'autres expériences.

Nous sommes la nature qui se défend : le bocage et les êtres humains

Quand je me réveille (...) j'entends les oiseaux. (...) [et] je vois très vite la forêt. La plupart du temps, le matin, je me dis que cela devrait être recouvert de béton. Ce que je devrais entendre en ce moment, me tenant ici, c'est le rugissement massif d'énormes avions. [Mais] ce que j'entends, ce sont les oiseaux, et ce que je vois, c'est la forêt. Parce que nous nous

sommes battus. Nous nous sommes battus ensemble avec la terre et nous avons gagné ensemble. Et (...) ce sentiment me permet de surmonter beaucoup de moments [difficiles] où je pense (...) que nous sommes loin d'avoir appris à faire les choses ensemble. Parce que (...) j'ai vraiment l'impression que la capacité d'être ensemble, de vivre et de travailler ensemble, nous a été retirée. (...) Il nous faut donc réapprendre et cela demande beaucoup de travail et de patience.

Alors, lorsque je manque de patience et que je me dis "c'est trop dur", je regarde la forêt et je me dis "c'est ça : cette forêt, c'est ce que nous avons accompli". Le fait que nous soyons ici mérite que nous continuions. Il y a eu tant de moments étonnants de solidarité, de courage et d'audace. Tant de personnes ont consacré tant d'énergie à quelque chose qui n'était pas censé exister (c'est-à-dire vaincre un élément d'infrastructure). On n'est pas censé gagner cela. (...) Tout ce que nous avons gagné, des droits des femmes au port du pantalon, en passant par le week-end, le droit de grève, le droit de vote etc. tout cela (...) a commencé par un manque de réalisme et une grande détermination. (...) J'ai le sentiment très profond d'être la descendante de personnes en lutte, de personnes qui ont traversé bien plus d'épreuves que moi. Je dois [donc] continuer.

Pour en savoir plus :

- Site web : www.labo.zone
- Réseaux sociaux : [Twitter @laboffj](https://twitter.com/laboffj)
[@zadnddlinfo](https://www.facebook.com/ZAD.NDDL.Info)
- Isabelle Fremeaux & Jay Jordan "Nous sommes la "nature" qui se défend. L'enchevêtrement de l'art, de l'activisme et des zones autonomes". Vagabond/ Pluto Press, 2021.
- Mauvaise Troupe & Kristin Ross "La Zad & No Tav. Luttes territoriales et fabrication d'une nouvelle intelligence politique". Verso, 2018
- Henfrey, T., Kenrick, J. (2015) "Climate, Commons and Hope: The Transition Movement in Global Perspective", disponible ici.

Conclusion

Les récits présentés dans cette publication témoignent de la valeur de la résilience communautaire et de l'ingéniosité dont font preuve les individus et les groupes pour relever les défis qui menacent leur vie et leurs moyens de subsistance. Que ce soit par l'expression créative ou l'action communautaire, les gens se frayent un nouveau chemin qui leur permet d'établir une nouvelle relation avec le monde naturel, leurs réalités matérielles et leurs systèmes sociaux et politiques. Cette nouvelle relation est ancrée dans la réalité locale et s'éloigne des conceptions utilitaires de la nature.

Les récits présentés dans cette publication offrent des exemples concrets dans lesquels les liens étroits entre le militarisme, le climat et les questions environnementales apparaissent au grand jour. Le militarisme se manifeste dans la vie des narrateurs de multiples façons : ils peuvent vivre dans une zone de guerre, dans un lieu d'intérêt militaire stratégique ou dans un territoire sous occupation militaire. Ils peuvent être confrontés à un maintien de l'ordre disproportionné, à des violences policières, ou être pris pour cible par l'armée ou par des acteurs armés, étatiques ou non, en raison de leur activité politique ou de leur engagement dans la société civile sur les questions de climat et de justice sociale.

Les articles de cette publication montrent comment les activités militaires laissent une

empreinte environnementale qui, dans certains cas, peut être visible pendant des générations (voir Vietnam Dioxine, Tiara R. Na'puti). D'autre part, les politiques visant à répondre aux impacts liés au climat peuvent également avoir un impact négatif sur les communautés, que ce soit en raison d'une militarisation accrue, d'une criminalisation ou d'un déplacement continu des terres utilisées pour des projets d'énergie verte et renouvelable (voir Tateh Lehib).

À travers les yeux des narrateurs, nous voyons non seulement comment la militarisation et les réponses sécurisées ont un impact négatif sur l'environnement naturel dont dépendent les communautés pour survivre et s'épanouir, mais aussi comment la militarisation entrave les efforts locaux pour s'attaquer aux problèmes climatiques et environnementaux au niveau de la communauté. Cela inclut : régénération des terres et contribution à la sécurité alimentaire (Yara Hasan) ; opposition à des projets d'infrastructure nuisibles à l'environnement et expérimentation de nouveaux modes d'organisation de la vie collective (voir ZAD/Laboratoire d'imagination insurrectionnelle) ; ou préservation des écosystèmes vitaux qui soutiennent la vie et offrent un sanctuaire spirituel aux communautés indigènes (Cristobal Pop).

Pourtant, face à des obstacles qui se superposent, des solutions climatiques viables et portées par les populations émergent dans les villages, les villes et

les cités du monde entier : des initiatives qui naissent du lien des populations avec la terre et de leur créativité face aux défis. Partout dans le monde, des communautés bâtissent par nécessité des traditions de résilience, fondées sur une connaissance intime des besoins et des désirs de leurs communautés et sur une conscience de l'interdépendance de toutes les formes de vie.



Éléments de réflexion

Cette publication tente de ramener les communautés au centre de la conversation sur le climat et le militarisme. Plutôt qu'une orientation politique spécifique qui engloberait toutes les réalités et demandes distinctes des narrateurs, nous souhaitons conclure en proposant quelques points de réflexion aux acteurs engagés dans des zones affectées par des réponses militaristes et sécuritaires et par des questions climatiques et/ou environnementales. Pour s'engager dans un degré nécessaire d'analyse critique et d'autoréflexion, les questions suivantes peuvent fournir une certaine orientation :



Écouter les gens et leurs histoires pour s'assurer que l'action est enracinée localement :



Cibler les plus affectés

De quelle manière l'activité ou l'engagement cible-t-il l'expérience vécue des communautés les plus affectées par la crise climatique et le militarisme ?



Prendre le temps

Suffisamment de temps est-il consacré à l'écoute et à la découverte de la manière dont les gens font déjà face à la situation ?



Honorer l'expérience

Les histoires sont-elles transmises d'une manière qui honore l'expérience du narrateur et évite les attitudes d'extraction ou d'instrumentalisation ? L'autoréflexion critique est-elle suffisamment intégrée au processus ?



S'appuyer sur les actions, les aspirations et les connaissances déjà existantes :



Possibilités existantes

Quels mécanismes existants ont été mis en place par les populations pour gérer les ressources naturelles et les conflits dans un contexte militarisé ? Quelles sont les poches de paix entre les êtres humains et la nature qui peuvent être entretenues et développées ?



Positionnement

En tant qu'acteur externe, suis-je conscient des relations de pouvoir en jeu, de ma propre position au sein de ces relations et des sensibilités qui en découlent ?



Aspirations et rêves

Que nous apprennent les récits, les rêves et les aspirations des populations sur la manière dont elles envisagent l'avenir de leurs communautés et se mobilisent à cet effet ? Quelles sont les opportunités qui émergeraient d'un engagement dans des récits qui capturent l'expérience et l'imagination de communautés entières ?



Dépasser les cloisonnements et adopter une approche holistique de la politique :



Briser les silos

Mon travail/analyse contribue-t-il à briser les silos entre des sujets qui sont souvent considérés comme séparés/distincts, mais qui sont inséparables dans l'expérience quotidienne des personnes touchées ?



Établir des liens

Mon travail/analyse établit-il des liens, tant au niveau politique que pratique, entre la montée du militarisme et l'aggravation des effets sur le climat et l'environnement ? Mes actions contribuent-elles à une meilleure prise de conscience de ces liens, tout en tenant compte des implications de l'action climatique en matière de droits de l'homme ?



Interrompre les boucles de rétroaction négatives

Mes actions perturbent-elles les tendances néfastes en matière de climat et d'environnement ou y contribuent-elles par inadvertance au nom de la sécurité ?

Annexe

Les organisations qui travaillent sur les intersections entre le militarisme et le climat, la sécurité humaine et la sécurisation dans le contexte de la crise climatique sont les suivantes :

- Northern Friends Peace Board (Conseil de paix des Amis du Nord)
- Quaker Peace and Social Witness (QPSW)
- Bureau Quaker auprès des Nations Unies (QUNO) - Impacts humains du changement climatique
- Scientists for Global Responsibility (Les scientifiques pour une responsabilité mondiale)
- Conflicts and Environment Observatory (Observatoire des conflits et de l'environnement)
- Transnational Institute

Un groupe diversifié d'organisations actives sur ces questions a créé le groupe de travail, « Armes, militarisme et justice climatique », qui fournit un espace informel de dialogue et de coordination des actions de plaidoyer sous l'égide du Réseau européen contre le commerce des armes (ENAAT). Pour un aperçu complet des initiatives, des acteurs et des ressources, consultez le site www.climatemilitarism.org

Images

Dessins des pages 1, 8-9, 12, 15, 16, 19, 20, 21, 23, 24, 28, 29, 30, 31, 32 réalisés par Saskia Basa.

Graphisme de la page 5 réalisée par Lena Hofmaier.

Images des pages 7, 10 et 36 extraites de <https://www.canva.com>.

Icônes de Dovile Bogusyte.



Quaker
Council for
European
Affairs

www.qcea.org

